

**POUR
UN PARTI
COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
ET RASSEMBLÉ**

Version longue



Volume 1

Faire la clarté sur le plan idéologique

PLAN

Exergue

Avant-propos

Références bibliographiques

Résumé

- 1. Viser la révolution, et non le “dépassement”**
- 2. La visée révolutionnaire n’est pas exclusive de la réforme**
 - 3. S’emparer de l’idée autogestionnaire**
 - 4. Réhabiliter la dictature du prolétariat**
 - 5. Réinventer le centralisme démocratique**
 - 6. Sortir vraiment de l’eurocommunisme**
- 7. Ne pas faire des « déjà-là communistes » un sujet de division**
 - 8. Refonder l’union de la gauche**

Nota bene

Notes

***« Seule la vérité est révolutionnaire...
le prolétariat a besoin de la vérité,
et rien n'est plus nuisible à sa cause
que le mensonge de belle apparence et de bon ton
du petit bourgeois »***

Marx, 1843

Avant-propos

Cette contribution aux débats du 40^e Congrès part d'un constat : on ne sait plus où va le PCF. On sait d'où il vient : 1920, 1936, 1945... mais, après... après, il y a encore eu Thorez (1930-1964)... belle et grande époque... mais, après... eh bien, après, le cap devient incertain ; avec le recul, le sentiment qui s'impose – qui ne se partage entre communistes qu'à mi-voix - est celui d'une lente et inexorable social-démocratisation.

Cette contribution veut jeter un pavé dans la mare.

Nous avons retenu huit questions dont le point commun est d'engager une conception et une pratique du Parti et qui, pour autant, ne sont jamais évoquées, que ce soit dans les instances, dans la presse ou les revues communistes. Tout se passe comme si les répudiations prononcées dans les années 1970 et 1990 (cf. note n°1) avaient clôt le débat à tout jamais.

Or, ces questions sont de celles qui peuvent contribuer à (re)donner du sens à notre engagement et à notre action. Ce sont des "*questions vives*", auxquelles nous répondons dans ce texte après avoir convoqué les classiques du marxisme et l'histoire, et en nous arrojant une entière liberté de parole, dût-elle provoquer des réactions passionnées. Mais, cette liberté de parole, s'agissant de questions théoriques, nous paraît de bon aloi. Nous prions instamment les lecteurs de ne pas y voir le signe d'une dissidence ou d'une tendance. Notre propos est tout à l'opposé : c'est de rassembler.

Références bibliographiques

- **Charvin Robert**, conférences sur le site des *Amis de la liberté*
- **Dimitrov Georges**, Discours du 13 août 1935 au 7^e Congrès de l'Internationale communiste en conclusion aux débats après son rapport « *Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme* », <https://clio-texte.clionautes.org/rapport-dimitrov-1935.html>
- **Duménil Gérard, Löwy Michaël, Renault Emmanuel**, *Les 100 mots du marxisme*, PUF/Que sais-je ?, 2012.
- **Friot Bernard**, Entretien avec Macko Dragan : <https://blogs.mediapart.fr/mouais-le-journal-dubitatif/blog/260324/des-ilots-de-deja-la-communistes-entretien-avec-bernard-friot>
- **Guigue Bruno**, *Communisme*, Éditions Delga, 2022.
- **Labica Georges** (Dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, 1982.
- **Legrand Jean-Paul**, mur Facebook.
- **Lévy Laurent**, *Histoire d'un échec : la stratégie "eurocommuniste" du PCF (1968-1978)*, Les Éditions Arcanes 17, 2025
- **Mandel Ernest**, *Critique de l'eurocommunisme*, Maspéro, 1978.
- **Marx Karl**,

- *La guerre civile en France, 1871.*
- *Critique du programme de Gotha, 1875*
- **Parti communiste français, *Le Manifeste de Champigny*, 1968**
- **Supiot Alain, *L'esprit de Philadelphie*, Points/Essais, 2021.**
- **Theuret Patrick, *L'esprit de la révolution, Aufhebung, Marx, Hegel et l'abolition*, Le Temps des Cerises, 2016.**

Résumé

Ce texte est une **contribution aux débats du 40e Congrès** du PCF, motivée par le constat que le Parti ne sait plus où il va et subit une lente social-démocratisation. Nous proposons de « jeter un pavé dans la mare » en abordant sept "questions vives" engageant la conception et la pratique du Parti, avec l'objectif de rassembler.

➔ Stratégie et tactique

Le document affirme que la visée première doit être la **Révolution**, non le "dépassement". Le concept de "dépassement du capitalisme" a été avancé pour proposer une « *évolution assez lisse vers une société supérieure* », écartant la révolution, notamment parce que la gauche occidentale était de plus en plus intégrée au capitalisme dans les années 1970. Nous rejetons cette approche, considérant le dépassement comme une variante du réformisme qui « *écrase pour les lisser [les] deux moments [réforme et révolution] au détriment de la révolution* ». Il faut tenir ferme sur

le vocabulaire de l'**abolition** du capitalisme, car l'affrontement est inévitable.

La visée révolutionnaire n'est cependant **pas exclusive de la réforme**. Marx et Engels avaient envisagé la possibilité d'une voie pacifique au socialisme dans certains pays dotés d'une représentation populaire concentrant le pouvoir (comme les États-Unis ou l'Angleterre). Rosa Luxemburg considérait que la réforme légale et la révolution ne sont pas des méthodes opposées, mais des stratégies complémentaires et des facteurs différents qui se conditionnent l'un l'autre dans le développement de la société de classes. La démocratie est indispensable non pas parce qu'elle rend la conquête du pouvoir inutile, mais parce qu'elle la rend nécessaire et possible.

C'est une thèse similaire que soutient Paul Boccara quand il promeut la voie autogestionnaire pour la révolution en France.



Questions

fondamentales du Parti

Nous recommandons de **réhabiliter la dictature du prolétariat (DP)**, notant que le PCF, en la répudiant dans les années 1970, ne s'était même pas demandé ce qu'elle signifiait exactement. Pour Marx et Engels, la DP était la « forme politique enfin trouvée » pour l'émancipation économique du travail, un pouvoir exercé démocratiquement par l'ensemble de la classe des travailleurs, comme dans la Commune de Paris de 1871. Lénine, Mandel et Luxemburg insistaient sur le fait que la DP se caractérise par une **extension des libertés démocratiques** effectives pour les travailleurs. La DP est définie comme une dictature démocratique populaire (basée sur l'alliance ouvriers-paysans) qui est la première phase de transition (le socialisme) entre capitalisme et communisme, incluant le dépérissement de l'État.

Concernant le **centralisme démocratique** (CD), nous rappelons que ce principe exige la « plus grande liberté de discussion » pendant l'élaboration de la ligne politique, suivie de

« l'application unanime des décisions dans l'action ». L'historique du CD, cependant, montre qu'il n'a jamais été appliqué pleinement (manque de centralisme avant la révolution d'Octobre et dans les premières années de celle-ci ; manque de démocratie sous Staline). Nous jugeons impossible de revenir au CD "pur et dur," mais une rénovation du principe, **l'ouvrant aux tendances**, est souhaitable pour relancer le débat démocratique au sein du parti.

L'**eurocommunisme** nous semble être un concept flou dont le principal mérite fut d'aider à une certaine **déstalinisation du PCF** et à l'affirmation de l'autonomie des PC occidentaux vis-à-vis de l'URSS. Ce mouvement a permis de critiquer l'absence de libertés et de démocratie dans les pays socialistes. L'abandon de la dictature du prolétariat en 1976, qui s'est fait sans débat théorique, fut un moment emblématique de ce virage.

Le concept des "**déjà-là communistes**" (au pluriel) désigne les institutions alternatives conquises dans le cadre du capitalisme, telles que la Sécurité sociale ou la socialisation du salaire. Ces formes concrètes actualisent la

définition de Marx du communisme comme le « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses ». Cependant, l'intégration de ce concept ne doit pas conduire à une approche réformiste négligeant la nécessité de la révolution et de la conquête du pouvoir.

Enfin, l'**union de la gauche** ne doit pas se limiter à des accords d'appareils, mais doit être portée

par la base et l'implication des masses. Face à la diversification des statuts des travailleurs et à l'émergence de formes de lutte horizontales (comme les "mouvements des places"), le défi est de faire converger les ouvriers et les employés et d'articuler efficacement les luttes électorales avec les mouvements sociaux multiformes.

1 - Viser la révolution, et non le dépassement

(cf. note n° 2)

La chute de l'URSS a pu laisser penser que le capitalisme allait bientôt couvrir l'ensemble de la planète, mais ce n'est pas ce qui s'est passé. L'émergence de la Chine et de son « **économie socialiste de marché** », ainsi que la révolution bolivarienne au Vénézuéla et son « **socialisme du XXI^e siècle** », ont donné à réfléchir sur le chantier de l'émancipation des peuples, sur ses chances et sur ses formes. La crise de 2008 a fini de remettre la domination du capitalisme sur la sellette. Décidément, le capitalisme n'aura qu'un temps, a-t-on (re)commencé à se dire, et il faut réfléchir à "l'après".

Pendant des décennies et des décennies, par exemple en 1848 et 1871, cet "après" a été pensé en termes de renversement, de rupture, d'abolition. Sur les barricades, on chantait *La Marseillaise*, *Le Temps des cerises* et *L'Internationale*. Mais, le capitalisme, -il est bien vrai, -a résisté. La *Commune* a été réprimée très durement. Le coup de tonnerre de 1917 a redonné du cœur à l'ouvrage à des millions de prolétaires, mais, après la 2^e Guerre mondiale, le capitalisme a su se parer de nouveaux atours (le Capitalisme Monopoliste d'État Social - CMES) pour éviter que les peuples ne se jettent dans les bras de Staline. Et d'ailleurs, jusque dans les années 1970-1980 (les Trente Glorieuses), cela a marché. Les classes populaires, même si tout n'était pas rose, loin de là, ont pu avoir le sentiment que le capitalisme ce n'était quand même pas le baignoire que d'aucuns décrivaient. La chute de l'URSS a fini d'accréditer l'idée qu'il fallait s'accommoder du capitalisme, rechercher une conciliation. N'y aurait-il pas plus à perdre qu'à gagner à "faire la révolution" ? Quoi après la fin du capitalisme ? N'y a-t-il pas une troisième voie entre le ralliement pur et simple et la révolution dont on ne sait où elle peut mener ?

C'est dans ce contexte, et pour nommer cette hypothétique "transition vertueuse", qu'en lieu et place de la notion d'abolition a été avancée la notion de « **dépassement du capitalisme** ». Il s'agissait, dit Theuret, de proposer « **une évolution assez lisse vers une société supérieure** »,

« un passage qui se dispenserait de la révolution », rejetant « un anticapitalisme trop radical ».

Et le succès fut au rendez-vous parce que, dit Theuret, la gauche occidentale, dans les années 1970, était **« de plus en plus intégrée au système capitaliste »** ; parce qu'aussi la **« composante communiste [était] en recul, soumise au doute »**, sur la défensive (cf. note n° 3). Par-dessus le marché, la mondialisation du capitalisme rendait les choses singulièrement plus complexes ; le rapport à ce dernier devenait mondial. Les questions devenaient stratosphériques : comment s'y prendre ? par où commencer ? Etc., etc...

Nous ne pouvons reprendre ici dans le détail l'argumentation *“anti-dépassementiste”* très documentée et très fouillée de Theuret. Ses principaux temps forts sont les suivants :

- Il n'est pas vrai que le mot allemand *“Aufhebung”*, initialement et classiquement traduit par *“révolution”* (sous-entendu : du passé, on fait table rase), devait en fait être traduit par *“dépassement”* (sous-entendu : le dépassement est un processus progressif). La thèse de l'erreur initiale de traduction soutenue par les dépassementistes n'est pas vérifiée. Les connotations négatives et destructrices de la révolution ne doivent pas faire peur et être **« repoussées avec dégoût »**. Elles sont inhérentes à l'émancipation.

- Il faut donc tenir ferme sur le vocabulaire de la revendication, de la révolte et de l'abolition, dans la fidélité à **« l'expérience libératrice des mouvements sociaux et notamment du mouvement ouvrier, en particulier associé aux révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles »**.

- Au demeurant, l'examen des œuvres de Marx et Engels montre que la langue de ces derniers pointe bien moins vers celle de Hegel que vers **« celle des révolutionnaires de leur époque, à la négativité bien plantée »**.

- La peur postérieure de l'abolition traduit donc **« bien davantage celle héritée d'une autre réalité historique que celle que vécut Marx, réalité qu'il n'a pas connue, celle des pays du capitalisme développé de la fin du XX^e, dépourvus de la révolution annoncée et espérée de longue date, et désormais en partie protégés par leur enceinte impérialiste »**.

- En réalité, le dépassementisme aborde d'une manière nouvelle une alternative ancienne : réforme ou révolution. Mais, alors que l'alternative classique "*réforme ou révolution*" relevait les imbrications réelles entre réformes et révolutions (cf. notre n°4), le dépassementisme – lui - **« écrase pour les lisser ces deux moments au détriment de la révolution »**. À cet égard, le dépassementisme peut être défini comme une variante du réformisme, mais restant largement adossée à la culture théorique révolutionnaire.

- Ce débat montre, au passage (c'est tout le sens des développements par lesquels ce chapitre a commencé), que le sens des mots n'est nullement indépendant des contextes socio-économiques et culturels. En effet, c'est en restituant tout le poids et toute l'importance des contextes dans lesquels Marx et Engels s'expriment que Theuret parvient à montrer que leurs écrits ne pointent pas vers le conservateur Hegel mais vers les révolutionnaires des XVIII^e et XIX^e siècles.

- Le réformisme dépassementiste traduit une certaine usure du réformisme classique, marqué au fer rouge par **« son intégration aux stratégies de la bourgeoisie »** (cf. note n° 5), et qui avait besoin **« de nouveaux habits pour pouvoir briller d'un éclat nouveau, avec une source insoupçonnée et des références nobles »**.

Qui peut croire que le capitalisme va quitter la scène de l'histoire sur la pointe des pieds ? Personne, évidemment. Les derniers développements à l'échelle mondiale le montrent amplement. À mesure que sa crise s'approfondit, le capitalisme devient plus maléfique, plus agressif et plus hargneux. Chaque jour, il nous fournit des motifs supplémentaires de vouloir l'abolir. De plus en plus, il évoque sa carte maîtresse de toujours, la guerre. Ce n'est pas de dépassement qu'il va s'agir, mais de révolution. Le dépassement, qui entend, finalement, **« ne pas [...] faire de mal »** au capitalisme, est à côté de la plaque. **« L'affrontement est inévitable »**. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

L'abolition du capitalisme, dit Theuret, va s'inscrire **« dans le prolongement de l'abolition des privilèges, [de] l'abolition de l'esclavage, [de] l'abolition du servage, [de] l'abolition de la monarchie, du féodalisme, comme de celle du colonialisme, de la**

peine de mort, de la torture, de la traite des femmes, des enfants, bref de tous les régimes d'oppression ».

Mais, cette abolition du capitalisme ne fera pas disparaître, bien évidemment, tout ce qui a prospéré en son sein, comme les forces productives, comme certains rapports sociaux, comme les nationalisations, comme la Sécurité sociale. Au contraire, c'est la généralisation de toutes ces formes – représentatives de la société en gésine - qui a "chauffé à blanc" la contradiction avec l'appropriation privée des moyens de production – représentative de l'ancienne société à l'agonie -, et qui a conduit à la révolution. Il ne s'agit pas de faire table rase du passé, mais de l'inscrire dans une nouvelle trajectoire, radicalement nouvelle. La nouvelle totalité sociale va refonder le sens de toutes les formes sociales qu'elle abrite.

Révolution, donc. Exit la réforme, alors ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

2 - La révolution n'est pas incompatible avec la réforme

(cf. note n° 6)

Nous venons de voir que dans l'esprit de Marx et Engels la sortie du capitalisme se fera par la révolution, et que cette révolution est abolition. Quelle place cette affirmation laisse-t-elle à la réforme ?

Dans les décennies qui précèdent la 1^{ère} Guerre mondiale, le mouvement ouvrier est à la recherche d'une nouvelle stratégie politique. 1848 et 1871 ont montré l'extrême difficulté du recours aux barricades. Les partis socialistes européens envisagent désormais de conquérir le pouvoir par les urnes. Mais, cela fait surgir pas mal de questions : la voie démocratique, n'est-ce pas du réformisme ? Cette voie ne met-elle pas le mouvement ouvrier sur la voie du renoncement à la révolution prolétarienne ? Est-il raisonnable d'envisager que l'État bourgeois offre des possibilités d'action nouvelles à la classe ouvrière ?

Marx lui-même nourrit le débat. Au congrès de 1872 de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), à La Haye, il dit : « **Nous n'avons point prétendu que pour arriver [à la transformation socialiste] les moyens fussent identiques. Nous savons la part qu'il faut faire aux institutions, aux mœurs et aux traditions des différentes contrées ; et nous ne nions pas qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre, et si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques** ». Le fait est que là où la bourgeoisie se sent assez forte elle abandonne les pratiques autoritaires au profit d'une forme de gouvernement qualifié de démocratique, mais qui n'est jamais qu'un régime représentatif qui concède une liberté illusoire aux dominés. C'est dans ce cas, dit Marx plus haut, que s'ouvre une perspective de révolution pacifique. En 1891, Engels ajoute que cela implique que la classe ouvrière rassemble sous sa bannière une majorité des citoyens : « **On peut concevoir, dit-il, que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la Constitution, on peut faire ce qu'on veut du moment qu'on a derrière soi la majorité de la**

population ». À l'époque, les pays concernés sont bien peu nombreux : France, États-Unis, Angleterre. Engels croit-il vraiment à ce qu'il dit ? Il faut remarquer que sa phrase commence par « **On peut concevoir...** ». Engels lui-même, d'ailleurs, dans le même texte, tempère ses propos : « **Tant qu'elle est la forme de domination de la bourgeoisie, [la démocratie parlementaire représentative] nous est tout aussi hostile que n'importe quelle monarchie** ». Mais, en fin de compte, il suggère quand même d'exploiter les possibilités d'avancée légale vers le socialisme sans renoncer pour autant à la perspective révolutionnaire. Il faut dire qu'à cette époque le SPD connaît une ascension électorale fulgurante.

Dans ce contexte, Engels écarte la voie insurrectionnelle d'une avant-garde consciente, les barricades, et envisage un combat au long cours. Mais, cela ne peut marcher, à ses yeux, que si les masses (et pas seulement des groupuscules) sont conscientes des enjeux, et si elles savent pourquoi elles interviennent. Quoi qu'il en soit, Engels prévient : nous choisissons la voie légale « **sauf si les gouvernements nous provoquent ouvertement à la lutte** ». Il n'est pas question que les ouvriers renoncent à leur droit à la révolution.

Tel était l'état de la question pour Engels en 1891. En 1903, les choses ont pris encore un peu plus d'ampleur ; le SPD est à 31%, et si cela continue encore longtemps comme cela, les choses vont prendre l'allure d'une marche triomphale vers le pouvoir. Oui, mais... le 4 août 1914, les députés socialistes au Reichstag votent les crédits de guerre. Ils ont composé avec le discours belliciste par peur de perdre l'électorat populaire. Édouard Bernstein trouve maintenant des avantages à la conquête coloniale. Quant à Karl Kautsky, il dit : « **Le Parti socialiste est un parti révolutionnaire, il n'est pas un parti qui fait des révolutions** ». Ce genre de propos s'inscrit dans la déviation économiciste pour laquelle la révolution socialiste n'est jamais que la simple résultante d'une loi naturelle : il suffit de l'attendre comme on attend un fruit mûr. Seule Rosa Luxemburg résiste à cette dérive.

En 1899, elle croise le fer avec Édouard Bernstein dans **Réforme ou révolution**. Là où Bernstein parle de révolution hypothétique et dit que « **le mouvement est tout** », Luxemburg répond que « **renoncer à la révolution revient à abolir la distinction entre social-démocratie et**

radicalisme bourgeois ». Quand Bernstein affirme que le capitalisme ne s'effondrera pas et que de l'alternative réforme-révolution il ne reste que la première branche, Luxemburg répond que **« la réforme et la révolution ne constituent pas des méthodes opposées, mais des stratégies complémentaires »**. Quand Bernstein met en avant l'accès au pouvoir via les institutions démocratiques, Luxemburg rétorque que **« la démocratie n'a de sens que si le prolétariat en étend l'application à tous les secteurs de la vie sociale et dépasse les limites de la démocratie formelle »**.

En fin de compte, Luxemburg se demande si Bernstein et ses affidés veulent vraiment transformer la société. Elle rejette leur réformisme qui fait de la réforme une fin en soi (**« le mouvement est tout »**) et repense l'articulation entre réforme et révolution, entre jeu démocratique et transformation radicale. Elle raille les réformistes qui font **« l'inventaire des bons et des mauvais côtés de la réforme et de la révolution »**, et elle répond : **« [on] sait depuis longtemps que le réformateur petit-bourgeois voit dans toute chose un "bon" et un "mauvais" côté, et qu'il broute un peu toutes les herbes. Mais, on sait aussi depuis longtemps que le véritable cours des événements se soucie très peu des combinaisons petites-bourgeoises, et que le petit tas, soigneusement rassemblé, des bons côtés de toutes les choses possibles du monde s'écroule à la première chiquenaude »**.

Réforme et révolution désignent en fait, pour Luxemburg, deux moments d'un même processus dialectique : **« La réforme légale et la révolution ne sont pas des méthodes différentes de progrès historique, que l'on peut choisir à son gré au buffet de l'histoire, comme on choisit des saucisses chaudes ou des saucisses froides, mais des facteurs différents dans le développement de la société de classes, qui se conditionnent et se complètent l'un l'autre, tout en s'excluant réciproquement, comme, par exemple, le pôle Sud et le pôle Nord, la bourgeoisie et le prolétariat »**. Luxemburg poursuit : **« Quiconque se prononce en faveur des réformes légales au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas, en réalité, une voie plus tranquille, plus sûre et plus lente, conduisant au même but, mais à un but différent, à**

savoir, au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, des modifications purement superficielles de l'ancienne société ».

On voit donc en quoi consiste le problème du socialisme : il lui faut exploiter les possibilités offertes par les conquêtes démocratiques pour faire avancer le processus révolutionnaire. Loin de tout réformisme, il s'agit de prendre appui sur les libertés arrachées à la bourgeoisie pour en obtenir de nouvelles, intensifier la lutte des classes et inverser le rapport des forces.

Réforme et révolution, démocratie et conquête du pouvoir, sont complémentaires. Luxemburg dit : ***« La démocratie est indispensable, non pas parce qu'elle rend inutile la conquête du pouvoir par le prolétariat ; au contraire, elle rend nécessaire et en même temps possible cette conquête du pouvoir [...] ».***

Cette conquête du pouvoir est un processus de longue durée, une lutte de longue haleine où chaque conquête démocratique servira de marchepied à l'avancée du prolétariat vers l'accomplissement de sa tâche historique.

Et le parti dans tout cela ? Son rôle est d'éclairer le mouvement des masses, de l'orienter à travers ses mots d'ordre, de lui donner un contenu politique. S'il n'en a pas l'initiative, il lui appartient d'en prendre la direction, seul moyen d'en éviter le reflux et la dispersion.

3 – S’emparer de l’idée autogestionnaire

I. *Les autogestions au cours du second vingtième siècle*

Le terme “autogestion” recouvre aujourd’hui beaucoup de théories, de pratiques et de démarches différentes, mais qui ont en commun, selon la fiche du **Dictionnaire critique du marxisme** (dorénavant : DCM), de traduire « ***un désir de prise en charge par les gens de leurs propres affaires*** ». La même fiche indique que les expressions charriant une idée autogestionnaire ne manquent pas : « ***habitat autogéré*** », « ***autogestion des luttes*** », « ***autogestion pédagogique*** », « ***autogestion sociale*** », « ***socialisme autogestionnaire*** »... Il faudrait plutôt parler *des autogestions* que d’une *Autogestion*.

Mais, si les formes sous lesquelles l’autogestion apparaît peuvent être très diverses, ses présupposés sont néanmoins aisés à caractériser en convoquant aussi bien Descartes que Rousseau et Marx, et ils sont relatifs à l’affirmation faite par chacun de ces penseurs de l’égalité foncière des personnes et de la « ***compossibilité des libertés individuelles et collectives*** » (DCM), celle-ci dût-elle se traduire par une grande variété de démarches, et donc aussi par des conflits.

L’autogestion s’est fortement affirmée au cours de la période 1960-1970 jusqu’à faire « ***partie intégrante des références culturelles et politiques de la modernité*** » (DCM). L’idée va résonner puissamment avec les événements de 1968, où l’on voit des militants et intellectuels de tous horizons s’intéresser à elle : « ***anarchistes, conseillistes, marxistes antistaliniens, socialistes, trotskistes, etc*** » (DCM), tous animés par un refus ou un autre : « ***du bureaucratisme comme mode de gestion du socialisme, du modèle bolchévique de la révolution soviétique, des expériences social-démocrates de changement social*** » (DCM).

Le travail de réflexion va se mener dans des revues comme *Arguments*, *Socialisme ou Barbarie*, *l’Internationale situationniste* ou *Autogestion*. Dans le premier numéro de la dernière revue citée (1966), Henri Lefebvre propose cette définition de l’autogestion : « ***Le concept***

d'autogestion, aujourd'hui, c'est l'ouverture sur le possible. C'est la voie et l'issue, la force qui peut soulever les poids colossaux qui pèsent sur la société et l'accablent. Elle montre le chemin pratique pour changer la vie, ce qui reste le mot d'ordre et le but et le sens d'une révolution ». Des expériences d'autogestion vont avoir lieu en pédagogie et psychiatrie. La CFDT, qui s'intéresse dès 1964 aux idées autogestionnaires, les place au centre de son discours en 1968 aux côtés de la planification démocratique et de la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Dès les années 1970, les partis de gauche commencent à intégrer l'autogestion dans leur programme.

Mais, relève la fiche DCM, ce mouvement s'opère **« sans que les modes d'organisation et d'intervention de ces partis aient été notoirement modifiés ; ce qui a sans doute empêché la réflexion politique sur l'autogestion d'être poussée jusqu'à son terme, jusqu'à l'interrogation cruciale : cette idée force, porteuse d'un refus de toutes séparations inhérentes aux systèmes de délégation de la démocratie représentative (en ce sens , l'autogestion vise à étendre le champ de la démocratie directe) peut-elle, sans se dénaturer, devenir l'idéologie d'une forme politique spécifique comme un parti, lequel, par son fonctionnement même, institue ce qui est au centre de la critique autogestionnaire : la hiérarchie, la professionnalisation, la délégation ?** ». Comment un parti léniniste peut-il promouvoir des idées profondément anti-léninistes ?

Quoi qu'il en soit, au cours des années 1970, divers mouvements autogestionnaires vont faire l'objet d'une nouvelle attention : **« Commune de Paris, soviets de Russie, mouvements de conseils en Europe avant et après la Seconde Guerre mondiale, collectivités en Catalogne libertaire, insurrection hongroise, etc. »** (DCM).

Deux slogans vont émerger : **« Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui »** et **« Produire, travailler et vivre autrement »**. On va voir se multiplier, en Europe, mais aussi en Afrique et en Amérique latine, **« les entreprises alternatives et coopératives, les structures communautaires de vie et de travail, les réseaux d'entraide [...] et les reprises d'entreprise en faillite par leurs travailleurs [...] »**.

Dans la fiche du DCM, l'autogestion est caractérisée « **comme la rencontre :**

- ***D'un projet de transformation radicale de la société, de ses structures, des comportements et des représentations ; ce qui détermine ses dimensions utopiques et programmatiques ;***
- ***D'une forme spécifique d'organisation des rapports sociaux dans et hors du travail, fondée sur la reconnaissance de l'égalité fondamentale des personnes et le respect des différences ; ce qui détermine ses dimensions structurelles et relationnelles ;***
- ***D'un mouvement instituant de négation de tous les processus d'institutionnalisation et de séparation qui visent à perpétuer ou renouveler les rapports hiérarchiques de commandement, les structures bureaucratiques et toutes les modalités d'expropriation du pouvoir et du savoir ; ce qui détermine ses dimensions contre et anti-institutionnelles ».***

Que l'une des trois dimensions vienne à manquer, et l'autogestion devient instable.

L'autogestion doit avoir à la fois un caractère global (transformations structurelles au niveau de l'État, des principales structures économiques et des grandes instances de régulation) et local (changements simultanés dans tous les espaces où des activités autonomes et créatrices peuvent s'exercer [vie quotidienne, éducation, communication, etc.]).

Et la fiche se termine ainsi : « ***L'enjeu d'une transformation autogestionnaire de la société réside donc dans l'articulation entre l'unité et la diversité, le central et le périphérique, l'individuel et le collectif ; cette articulation ne doit pas s'effectuer dans et par l'État au terme d'une prise de pouvoir ; au contraire, elle doit résulter de l'auto-institution permanente de la société, d'une société où se vérifierait expérimentalement, où pourrait se vivre, le dépérissement des formes étatiques, la déprise des pouvoirs ».***

II. À la recherche d'une voie révolutionnaire faisant appel à l'autogestion

Au cours de la période que nous venons de survoler, l'économiste communiste Paul Boccara a tracé une route particulière, à la recherche d'une voie de passage au socialisme adossée à des principes autogestionnaires. Son étude de janvier 1986 dans le n° 249 de *La Pensée* s'intitule **“Théorie marxiste et voies autogestionnaires de la révolution en France”** (*Économie et politique* en a republié de larges extraits sous la houlette de Frédéric Boccara dans son n° 800-801 de mars-avril 2021). Boccara affirme que les principes autogestionnaires **“se situent au fond dans le droit fil de la pensée théorique de Marx, ou plutôt [...] renouent avec lui”**.

Et, en effet, comme nous allons le voir, Marx aborde ces questions en bien des occasions. En 1843, dans **La question juive**, assez tôt donc, il critique le contraste/déséquilibre entre les pouvoirs politiques délégués aux élus du suffrage universel concernant la société et la vie concrète des travailleurs, strictement maintenus, dans les entreprises, à l'écart de toute décision. En 1871, dans **La guerre civile en France**, il est plus explicite. Il dit, dans un brouillon, que la Commune de Paris **“ne fut [...] pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'État. Ce fut une révolution contre l'État lui-même. Ce fut la reprise par le peuple de sa propre vie sociale”** (c'est moi qui souligne – DA). Dans le même sens : **“La Commune est la reprise du pouvoir d'État par la société”**.

À partir de cette lecture, Boccara met en évidence le lien entre le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et l'exercice par les travailleurs de nouveaux pouvoirs dans les entreprises. Il s'en était déjà expliqué longuement un an avant, en 1985, dans **Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères**. Il y reviendra encore en 1987 dans **Économie et gestions d'entreprise en 12 leçons**.

Dans son introduction de 1891 à **La guerre civile en France**, Engels indique : **“le 16 avril, la Commune ordonna un recensement des fabriques arrêtées par les fabricants et l'élaboration de plans pour donner la gestion de ces entreprises aux ouvriers qui y travaillaient jusque-là et devaient être réunis en associations corporatives, ainsi que pour organiser ces associations en une seule grande fédération”**.

Dans **Le Capital**, Marx précisait déjà : **“La richesse véritable de la société [ne dépend] [...] donc pas de la durée du surtravail mais de sa productivité [...] [Dans le domaine de la production matérielle] la seule liberté possible est que [...] les producteurs associés [Je souligne – DA] règlent rationnellement leurs échanges avec la nature [...] et qu’ils accompagnent ces échanges en dépensant le minimum de force [...]”**. Autrement dit, les producteurs associés, libérés de la dictature du taux de profit, déterminent les voies et moyens de la meilleure efficacité possible du capital matériel, mais aussi les voies et moyens de leur propre engagement dans la production et dans les gestions.

Boccarda parle de **“processus de transformation révolutionnaire de construction d’un socialisme autogestionnaire dans les conditions de la France”**. Il voit les fonctions politiques graduellement arrachées à leur accaparement par l’État/appareil d’État et progressivement réappropriées **“par les gens concernés eux-mêmes”**. Dans le même mouvement, il imagine un vaste mouvement de décentralisation/déconcentration des compétences administratives.

En 1875, dans sa **Critique du programme de Gotha**, Marx insiste sur l’importance tout à fait cruciale de la maîtrise de la sphère de la production et sur le lien étroit qui s’établit entre les conditions de la production et celles de la distribution. C’est pour lui un point tout à fait crucial qui, -fait remarquer Boccarda, -le conduit à s’opposer **“aux illusions sur la répartition “équitable” ou par “droit égal” du “produit intégral du travail”**”. Marx fait d’ailleurs remarquer qu’il se passe pas mal de choses avant que de procéder à cette répartition équitable. Il y a, dit-il, une série de **“défalcations qui sont une nécessité économique”** : il faut alimenter des fonds nécessaires au renouvellement et à l’accroissement des **“moyens de production”**, ainsi que des fonds pour **“satisfaire les besoins de la communauté [écoles, installations sanitaires, etc.]”**, sans parler des frais généraux d’administration. Marx fait observer que toutes ces défalcations ne font que croître et embellir **“à mesure que se développe la société nouvelle”**.

Paul Boccarda indique que le processus révolutionnaire utilise l’État tout en commençant à le faire reculer au plan des institutions politiques ; et ce processus, ajoute Frédéric Boccarda, dépend **“des tendances à l’intervention des travailleurs dans les gestions”**, du développement

des **“concertations planificatrices entre ces interventions”** ainsi que du mouvement de décentralisation des institutions.

Évidemment, toutes ces évolutions se font dans le cadre de la révolution informationnelle en cours et des **“transformations technologiques très profondes”** qu'elle entraîne. En particulier, souligne Boccara, **“le progrès de la productivité du travail [est maintenant fondé] sur les développements massifs et prioritaires de tous les individus eux-mêmes, sur l'économie systématique des moyens matériels, en liaison intime avec des collectifs de travailleurs autonomes et les coopérations entre ces collectifs pour le développement mutuel”**. Boccara mentionne aussi le fait que les nouvelles technologies tendent à promouvoir **“des capacités et des exigences sans précédent de décentralisation de l'information, comme aussi de concertation et de circulation de l'information la plus étendue possible entre unités décentralisées”**.

Tout cela conduit Boccara à s'exprimer sur la dictature du prolétariat. Elle doit s'inscrire le moins possible dans le clivage gouvernants-gouvernés ; être la moins centralisée possible ; s'appuyer le plus possible sur les luttes, qu'elles soient politiques ou à l'entreprise. Boccara plaide pour **“l'institution de nouveaux pouvoirs politiques et économiques de tendance décentralisée et autogestionnaire”**. Sur ces bases, il se prononce pour **“un processus révolutionnaire pacifique, sans guerre civile, à l'opposé des sociétés à majorité paysanne et petite bourgeoise”**. Il pense que la mobilisation des masses découlera moins de la propagande que **“de l'attraction des participations à des interventions dans des gestions d'entreprises et dans des décisions politiques plus ou moins décentralisées, commençant à prouver pratiquement la possibilité de progrès sur toute la ligne, aux plans de l'efficacité et des libertés [...]”**.

Il s'agit, pour Boccara, en instaurant **“des pratiques politiques et des institutions de tendances autogestionnaires”**, de pousser la démocratie tellement loin **“qu'on commence à la nier, à la dépasser donc”**.

4 - Réhabiliter la dictature du prolétariat

(cf. note n° 7)

Après ce qui vient d'être dit sur la réforme et la révolution, il est naturel d'affronter la question de la dictature du prolétariat, non sans préciser que jusqu'en 1917 le terme « dictature » avait un sens différent de celui que nous lui connaissons aujourd'hui, le sens de gouvernement d'exception hérité de la Rome antique, et non sans ajouter aussi que depuis l'effondrement de l'Union soviétique l'expression charrie des connotations extrêmement négatives qui conduisent des camarades à penser qu'elle devrait être bannie de notre vocabulaire. L'usage que, néanmoins, nous faisons dans cette fiche de l'expression Dictature du prolétariat n'est pas du tout une façon de dire que le débat sur les mots est nul et non advenu ; c'est juste que c'est l'expression qui parsème la littérature que nous étudions. Peut-être faut-il mettre en débat l'expression Dictature du prolétariat, et ceci d'autant plus qu'il n'y a pas que le mot Dictature qui fait problème, mais aussi celui de prolétariat (cf. note n° 21 pour une amorce de débat).

On peut distinguer quatre ensembles de discours sur la dictature du prolétariat : 1) Marx et Engels de 1848 à 1852, Marx et Engels après la Commune de Paris, 3) Lénine et Mao et 4) Staline et Gramsci.

1) **Marx et Engels de 1848 à 1852** : la dictature du prolétariat (dorénavant : DP) désigne une stratégie nécessaire du prolétariat dans la conjoncture de crise révolutionnaire. À la même époque, Blanqui utilise aussi la notion, et dans un sens très voisin.

La DP est l'ensemble des moyens politiques transitoires que le prolétariat doit mettre en œuvre pour l'emporter dans la crise révolutionnaire, et ainsi la résoudre. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la lettre à Weydemeyer (cf. note n° 8) du 5 mars 1852 : **« Ce que j'ai fait de nouveau, ce fut de démontrer [...] que la lutte de classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat [et] que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes ».**

La DP est donc pensée comme dictature de la minorité organisée, se prolongeant – après le ralliement de la paysannerie – comme dictature de la majorité représentée par le suffrage universel. Soit : dictature de l'exécutif suivie de la dictature du législatif. Mais, en 1848, le développement du prolétariat est insuffisant pour imposer la révolution. Après 1852, Marx n'en parle plus.

2) **Marx et Engels après la Commune de Paris** : vingt ans plus tard, il ne s'agit plus de penser une stratégie révolutionnaire, mais une forme politique originale, spécifiquement prolétarienne : **« Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat »** (cf. note n° 9). Marx et Engels se réfèrent à la *Commune* pour définir le contenu de la DP :

a) Le peuple en armes (ou armée populaire) ;

b) **« La Commune devrait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois »**. On notera l'absence de toute référence au rôle du parti révolutionnaire dans la DP.

c) Le démantèlement de la machine d'État répressive et, en particulier, la subordination directe des élus, des magistrats et des fonctionnaires, soit une prévalence du politique sur l'appareil d'État.

d) Une forme d'organisation de la production nationale.

Tous ces aspects anticipent sur le communisme dès le début du processus de transition révolutionnaire. **« [...] Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de classes des producteurs contre la classe des appropriateurs ; la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail »** (cf. note n° 10).

Le cœur de la pensée de Marx et Engels semble bien être que la DP n'est pas le pouvoir d'un chef (un dictateur), ni d'un parti, **« mais celui exercé démocratiquement par l'ensemble de la classe des travailleurs, comme dans la Commune de 1871 »** (cf. note n° 11).

Dans **L'État et la révolution**, Lénine parlera d'un « **État qui est en même temps un non-État** », organisateur de son propre dépérissement.

Rosa Luxemburg, quant à elle, dans sa brochure sur **La révolution russe** écrite en prison en 1918, voit dans la DP un pouvoir révolutionnaire fondé sur « **la participation sans entraves, très active, des masses populaires, dans une démocratie sans limites** ».

Le trotskiste Ernest Mandel insiste sur ce même point dans son **Introduction au marxisme** de 1977 : la DP « **se caractérise par une extension et non par une restriction des libertés démocratiques effectives pour la masse des citoyens qui travaillent** ». Il lui paraît « **indispensable de rappeler avec force ce principe de base** », surtout « **après l'expérience désastreuse du stalinisme** ». Mandel reprend, avec d'autres mots, l'idée de non-État de Lénine, quand il dit que « **des domaines entiers de l'activité sociale** » seront livrés « **à l'autogestion et l'auto-administration des citoyens [...]** ».

3) **Lénine et Mao** : en 1905, Lénine renonce à parler de DP et forge la notion de « **dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie** ». Il précise : « **Ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. Elle ne pourra pas toucher (sans que la révolution ait franchi diverses étapes intermédiaires) aux fondements du capitalisme** ». Lénine imaginait que cette phase réaliserait des mesures démocratiques radicales, ou bien la réforme agraire, ou encore un début d'amélioration de la condition ouvrière. Dans leur presse, les bolchéviks ne mettaient pas en avant la lutte pour le socialisme, mais se présentaient comme des démocrates conséquents. Pour eux, participer à un gouvernement provisoire bourgeois c'était contribuer à l'achèvement de la révolution démocratique. Lénine campera sur cette position au moins jusqu'à l'été 1917, mais dans une note de novembre 1917, il écrit : « **[...] reconnaître la révolution du 25 octobre comme révolution socialiste** ».

Lorsque Lénine reprend la notion de DP, après 1917, c'est pour lui donner le sens de période historique de transition entre capitalisme et communisme, incluant non seulement les aspects relatifs au pouvoir mais aussi les dimensions idéologiques et culturelles. Ces dernières préoccupent beaucoup Lénine après Octobre. La notion de *dictature*

démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie en vient à évoquer, ainsi élargie, le socialisme, c'est-à-dire la première phase du communisme. C'est d'ailleurs, dit Lénine, une période de nouvelles luttes de classes. Au total, la DP apparaît maintenant comme une nouvelle formation sociale. À ce titre, elle va susciter une lignée d'ouvrages de théorie économique de la DP (cf. note n° 12).

En Chine, le PCC héritait formellement du léninisme à travers le stalinisme. Avec Mao, la DP est aussi une période longue, à la durée indéterminée, devenant une succession potentielle de plusieurs révolutions populaires ouvrant la voie à la société sans classe.

La première constitution du nouveau régime, en 1954, parlait de « **dictature démocratique** » fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. La constitution de 1982 définit toujours le pays comme un « **État socialiste de dictature démocratique populaire, dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans** ».

4) **Staline et Gramsci** : à la différence de ses prédécesseurs, Staline a une conception de la DP qui inclut le rôle du Parti. Il en fait un système social et institutionnel avec le parti comme clé de voute de tout le système, la « **forme supérieure d'organisation de classe du prolétariat** », la « **force dirigeante de l'État** ». Le syndicat passe sous le contrôle du parti, dont il est la courroie de transmission. Le dépérissement de l'État est reporté dans un avenir indéterminé. Au contraire, « **l'État de la DP** » n'est pas un « **demi-État** », mais un État « **nouveau** » en voie de renforcement.

Ces idées seront reprises dans les pays socialistes sous le vocable de « **démocratie populaire** » ou d'« **État du peuple entier** » ou d'« **État des travailleurs** ».

Gramsci traite le problème de la DP dans le cadre de sa théorisation de l'hégémonie. La DP devient un aspect de l'hégémonie historique dont le concept « **plus large** » inclut la direction idéologique. La construction du parti prolétarien n'est pas simplement l'émergence d'une avant-garde consciente et organisée, c'est un long processus qui, avant et après la prise du pouvoir, unifie le prolétariat et les masses sous une « **conception du monde** ».

En conclusion, la DP peut être définie ainsi :

- C'est une dictature démocratique populaire basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Cette dictature est démocratique parce qu'elle est populaire ; parce qu'elle met en mouvement les larges masses.
- C'est une période de transition entre le capitalisme et le communisme ; c'en est la première phase, le socialisme.
- C'est une période d'intenses luttes de classes au cours de laquelle législatif et exécutif sont étroitement imbriqués et prévalent sur l'appareil d'État.
- De toutes premières formes de dépérissement de l'État sont présentes, sous la forme d'une vie démocratique **« sans entraves, très active [...] sans limites »** (cf. note n° 13), de **« l'autogestion et de l'auto-administration des citoyens »** (cf. note n° 14), notamment dans les nouvelles formes d'organisation de la production. On trouve les formules d'**« État du peuple entier »**, d'**« État des travailleurs »**. **« Un État qui est en même temps un non-État »** (cf. note n°15), organisateur de son propre dépérissement.
- **« La forme politique enfin trouvée [permettant] de réaliser l'émancipation économique du travail »** (cf. note n° 16).
- Le Parti joue dans tout cela le rôle d'avant-garde consciente et organisée.

Le Parti Communiste Français a abandonné formellement l'expression **« dictature du prolétariat »** en 1976, lors de son XXII^e Congrès. Pour Lévy, qui a consacré à ce sujet une étude minutieuse, **« il est clair que d'un point de vue théorique, cet "abandon" s'est bien fait "à la sauvette" ; il ne repose sur aucune réflexion précise sur le sens qu'avait, dans la théorie ou dans la pratique des révolutions du passé, la dictature du prolétariat. Rien pour dire si c'est sur le fond ou seulement dans le vocabulaire qu'a lieu cet "abandon". Rien sur la théorie de l'État, de sa destruction puis de son dépérissement, que soutient ce concept et dans laquelle il prend place »**. Un signe supplémentaire du manque de réflexion approfondie qui a marqué l'abandon de la DP, est que, bizarrement, celui-ci s'est fait sans qu'à aucun moment il soit question du concept qui lui est forcément associé, à savoir celui de lutte des classes. Ce dernier n'a d'ailleurs pas été abandonné ; il

a juste été de moins en moins souvent convoqué dans les textes du Parti ; abandonné à *bas bruit*, en quelque sorte. Un demi-siècle après, le Parti doit se demander si l'abandon de la dictature du prolétariat (et de la lutte des classes) n'a pas été un renoncement. Beaucoup diront sans doute que si nous réhabilitons la dictature du prolétariat, nous ne serions pas prêts à en assumer les exigences liées, c'est-à-dire à jouer notre rôle d'avant-garde. Cela est évidemment tout à fait juste. Faut-il en conclure qu'il ne faut pas réhabiliter la dictature du prolétariat, ou bien qu'il nous faut nous mettre au travail sans tarder pour vite être à la hauteur des tâches de l'histoire ?

5 - Réinventer le centralisme démocratique

Il est ainsi défini dans le **Dictionnaire critique du marxisme** (cf. note n° 17) : « **[C]’est le principe qui ordonne en droit l’élaboration des décisions et leur application dans les partis communistes depuis le II^e Congrès de l’Internationale communiste. Il repose sur un double principe : 1/ Élection de chaque niveau de l’organisation par le niveau inférieur et libre discussion à tous les niveaux pendant la préparation des congrès, et 2/ stricte obéissance de chaque niveau par le niveau inférieur et application unanime des décisions dans l’action. Il doit donc permettre à la fois la plus grande liberté de discussion et la plus grande démocratie dans l’élaboration de la ligne politique et l’élection des dirigeants en même temps qu’une efficacité de type militaire dans l’action, c’est-à-dire dans la lutte politique** ».

Ce principe est élaboré par les bolchéviks entre 1903 et 1906 pour assurer un minimum d’efficacité et de cohérence du POSDR alors que – étant à la fois faible, clandestin et disséminé par l’émigration – il se trouve être le siège de multiples polémiques et d’un foisonnement des fractions risquant de faire éclater le parti. Lénine veut « **tordre le bâton dans l’autre sens** ». « **Liberté totale dans la discussion, unité totale dans l’action** », dit-il. Le centralisme de Lénine sera critiqué par Trotski et Rosa Luxemburg. Il faut tout de même signaler que, du vivant de Lénine, les congrès du parti sont annuels, ce qui signifie que chaque année, pendant plusieurs mois, la discussion peut (pourrait) battre son plein. Mais, le problème est ailleurs : au moment de la Révolution, le parti ne sera encore, aux dires de Boukharine, « **qu’une fédération négociée de groupes, de courants, de fractions et de tendances...** » qui ne tient ensemble que grâce à la verve de Lénine. Pour résumer, on peut dire que jusqu’en 1922 il ne peut y avoir de centralisme démocratique parce qu’il n’y a pas de centralisme.

Mais, il n’y en aura pas non plus après 1922, cette fois-ci faute de démocratie. Au sortir de la guerre civile, le parti, exsangue, est reconstruit par en haut via les structures étatiques sous la férule de Staline qui, pour

sauver la révolution, a besoin d'un État fort et donc aussi d'un parti fort. Les fractions sont officiellement interdites en 1921.

Toute critique de la direction et de sa ligne, qui devrait être envisageable en application du centralisme démocratique, est devenue impossible. Staline la dénoncera, indique la notice du **Dictionnaire critique du marxisme**, comme une « **entreprise visant à affaiblir l'organisation dans la guerre contre l'ennemi de classe, donc comme une trahison** ». Avait-il tort ou raison ? Ne jugeons pas trop vite car dans les années 1920, la Révolution est sur le fil du rasoir. C'est sans doute différent dans les années 1930. Mais, dans les années 1940, la situation redevient exceptionnelle, voire tragique. Après ? Eh bien, après, le pli – le mauvais pli – est pris.

Le principe du centralisme démocratique n'aura donc jamais été appliqué.

Dès lors, doit-on l'expédier dans les poubelles de l'histoire ou garde-t-il quelque intérêt pour nous aujourd'hui ?

Nous pouvons en juger par rapport à ce qu'est devenu le débat dans le Parti. Est-il satisfaisant ? Est-il même existant ? Comment les directions départementales se comportent-elles ? Font-elles vivre le débat ? Rendent-elles des comptes régulièrement ? Personne n'est en mesure, pour le niveau national, d'apporter une réponse documentée à ces questions. Mais chaque communiste en connaît une poignée d'autres, dans différents départements, qui lui rapportent que la situation n'est pas brillante, quand elle n'est pas catastrophique. On aimerait donc bien qu'au moins la première partie de la maxime de Lénine - « **liberté totale dans la discussion** » - soit une réalité dans le parti.

Poursuivons. Qu'en est-il au moment de l'action ? On ne peut pas dresser le même constat calamiteux car les mêmes qui débilitent le débat dans le Parti sont aussi ceux qui déploient une grande énergie pour faire exister le Parti dans les manifestations, lors des mouvements sociaux, dans toutes les occasions de la vie politique et sociale locale. On peut peut-être discuter du choix des thèmes retenus et des modalités d'action choisies, mais le fait est que le Parti montre chaque jour qu'il reste une organisation de militants.

Le problème est ailleurs. Au fil des décennies, des sensibilités particulières ont grandi au sein du Parti. La dernière en date est « **Alternative Communiste** », et c'est la première à pousser aussi loin son niveau d'organisation. Selon les départements, cela représente peut-être une perte 10 à 20% des effectifs, et c'est un problème. Il faut interdire les tendances, disent certains camarades, et de réclamer le retour du centralisme démocratique pur et dur.

Là-dessus, nous invitons à la prudence. Est-il réaliste d'imaginer que nous pourrions proscrire les tendances de notre fonctionnement ? Celles-ci sont apparues dans nos rangs il y a une cinquantaine d'années ; il nous faut apprendre à vivre avec. Elles correspondent à l'air du temps, et aussi aux extraordinaires possibilités d'expression offertes par les réseaux sociaux qu'il n'est au pouvoir de personne de contenir et de réprimer.

Par contre, il est vrai, nous ne pouvons pas non plus laisser s'enkyster un fonctionnement où chacun n'en fait qu'à sa tête. Ce serait nier notre histoire et nuire durablement à notre efficacité.

Nous proposons donc le retour au principe du centralisme démocratique, mais adapté aux nouvelles conditions. Nous plaçons pour une version du principe ouverte aux tendances. Nous ne pensons pas que ce serait là introduire la pagaille dans le Parti. Ce qui nous est le plus dommageable actuellement c'est au contraire que des directions départementales homogènes, desquelles toute contradiction a été évacuée, fonctionnent sans le moindre débat, dans l'entre-soi. À l'inverse, un centralisme démocratique rénové serait de nature à relancer le débat démocratique au sein du parti. Reste à en déterminer les modalités pratiques, ce que nous ne faisons pas ici, nous contentant de proposer un nouveau chantier dont le défi serait de déterminer comment il faudrait que nous nous organisions pour obtenir, en s'inspirant de la seconde partie de la maxime léninienne, « **une unité [de bon aloi] dans l'action** ».

Un dernier mot encore, sur le vocable de *tendance* ; peut-être est-il trop fort ; peut-être faudrait-il seulement parler de *sensibilité* ; c'est notre sentiment ; qu'on nous dise, en effet, ce qui, dans les territoires, sépare vraiment **Alternative communiste** du reste du Parti ! Le très grand nombre de jeunes qui – c'est notoire - sont engagés localement dans **LFI** sont massivement anticapitalistes. Quel sens cela a-t-il, en diabolisant

aveuglement et absolument LFI, de nous couper de cette jeunesse ? Nous nous tirons une balle dans le pied ! Qu'est-ce qui empêche que ces camarades (ré)intègrent les instances du parti ? Même chose pour le **Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)** ; enfin, peut-être pas tout à fait la même chose, parce que, sauf à être démentis, plus d'un militant PRCF participe aux instances du Parti. Et l'incohérence ne s'arrête pas là, car si nous ne sommes pas avares d'anathèmes à l'égard de LFI et du PRCF, nous restons cois, par contre, vis-à-vis du **PS** qui, lui, pour le coup, mérite pleinement (cf. la séquence du budget 2026) le qualificatif de roue de secours du capitalisme.

Bref : le mot tendance nous paraît trop fort. Parlons plutôt de sensibilités. En tous les cas, nous souhaitons un débat.

Ouvrons le chantier du rassemblement ! Mettons les bons mots sur les choses ! Définissons les bonnes institutions ! Posons les bonnes procédures de régulation ! Évidemment, faisons-le dans l'esprit du rassemblement !

6 - Sortir vraiment de l'eurocommunisme

L'eurocommunisme correspond à un bref moment, une dizaine d'années tout au plus (en France, une poignée d'années), qui a vu se développer un vif débat sur les grands enjeux du socialisme et du communisme ; et ce débat se développait – aspect nouveau – dans l'élément de la coopération internationale. Pour le reste, ce fut un moment de déstalinisation chaotique, d'affirmation de l'autonomie des PC occidentaux, de prise de distance vis-à-vis de l'URSS.

Le mieux, pour bien comprendre cette notion, est de l'envisager dans le contexte global de la vie de la gauche – et même des gauches européennes – des années 1960-1970.

1962

- Le XX^e Congrès du PCUS envisage la possibilité de la voie pacifique au socialisme.

1964

- En mai, au XVII^e Congrès du PCF, Thorez refuse de rencontrer Palmiro Togliatti dont il ne partage pas les analyses sur le schisme sino-soviétique. Thorez rejette également l'approche polycentriste de Togliatti sur le mouvement communiste international, qui heurte l'hostilité aux tendances du parti français héritée de sa tradition marxiste-léniniste.
- Khrouchtchev, l'homme du rapport de 1956, est destitué en octobre. « **Le mouvement communiste ne sera plus comme avant** », dit alors ce très proche de G. Marchais qu'est Jean Kanapa, et qui commence à songer à une « **voie française au socialisme** ». Sans doute a-t-il le sentiment d'avoir perdu un appui.

1968

- « **Événements de 68** ». Le communisme occidental s'interroge : quelles sont les attentes des sociétés, et de la jeunesse en particulier ?
- En août, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie provoque un séisme. Elle rapproche le PCI et le PCF, tous deux favorables à l'expérience Alexandre Dubcek. Tous deux condamnent nettement l'opération soviétique tout en évitant la rupture avec l'URSS. Le PCF soutiendra même la « **normalisation** » engagée par le successeur de Dubcek, Gustav Husak, tout en (ré)affirmant, dans le **Manifeste de Champigny** de décembre (cf. note n° 18), la notion nouvelle de « **voie française vers le socialisme** » (cf. note n° 19).
- Le rapprochement de 1968 entre les PC français et italien portera des fruits bien des années plus tard. Certains ont même voulu y voir les débuts de l'eurocommunisme.

1971

- **Changer de cap.**

1972

- **Programme commun** (cf. note n° 20).
- Jean Elleinstein commence à publier **Histoire de l'URSS** en trois tomes aux éditions sociales.

1973

- Le projet de Berlinguer de « **Compromis historique** » avec la DC italienne suscite l'incrédulité au sein du PCF.
- Aux législatives de mars, la gauche recueille 43% des voix (PCF : 21,3% ; PS : 19,9%).
- G. Marchais publie **Le défi démocratique** en avril.
- **L'archipel du Goulag** sort en décembre et prend de court le Parti.

1974

- « **Révolution des œillets** » au Portugal. Les communistes français étaient heureux et admiratifs.
- La même année a lieu la chute de la dictature des colonels en Grèce.
- En France, à la présidentielle anticipée de mai, Mitterrand rassemble 43% au 1^{er} tour et 49% au second, cependant que plusieurs législatives partielles montrent un début de renversement du rapport des forces entre PC et PS.
- Conférence des partis communistes de l'Europe capitaliste à Bruxelles.

1975

- Jean Elleinstein publie **Histoire du phénomène stalinien**.
- Mort de Franco
- Important succès électoral du PCI aux élections régionales. La question de sa participation au gouvernement se pose.
- Il y a une ambiance de libération au sud de l'Europe. Elle va bientôt être prolongée par les victoires des peuples d'Angola, du Mozambique et de la Guinée-Bissau contre leurs colonisateurs salazaristes.
- En France, une importante session du Comité central du Parti est consacrée à une dénonciation approfondie du stalinisme.
- J. Kanapa devient responsable de la *Polex*.
- En novembre, Marchais et Berlinguer se rencontrent. Le communiqué fait état d'analyses communes et des initiatives de masse sont annoncées.

1976

- XXII^e Congrès en février. Marchais propose la voie démocratique d'un « **socialisme à la française** » et le rejet du concept de « **dictature du prolétariat** » (cf. note n° 21). Ce Congrès est l'emblème du moment eurocommuniste du PCF
- En février, paraît aux Éditions sociales, sous les plumes de Lucien Sève et Jean Fabre, **Les communistes et l'État**. L'ouvrage théorise les réflexions du XXII^e Congrès (cf. note n° 22).
- En juin, meeting commun Marchais-Berlinguer à la Villette.
- Fin juin, conférence des partis communistes européens à Berlin-est.

1977

- Meeting tripartite PCE-PCF-PCI à Madrid en mars. Le mot « **eurocommunisme** » est prononcé par tous. C'est le point d'orgue du mouvement eurocommuniste car,

dès l'été et l'automne, le mouvement s'essouffle. À peine lancée, la dynamique eurocommuniste est cassée. Chaque PC va avoir d'autres chats à fouetter : des divisions internes (PCE), le terrorisme (PCI) et la renégociation du programme commun (PCF). Aux législatives de 1978, on ne parle déjà plus de l'eurocommunisme. Il n'y aura plus jamais de rencontre autre que bilatérale entre les partis de la mouvance eurocommuniste.

1978

- En août, paraît **L'URSS et nous**, avec une introduction de Francis Cohen.
- Marchais parle des « **crimes qui ont endeuillé l'histoire du socialisme à l'époque de Staline, [et des] écarts sérieux et graves qui existent aujourd'hui dans les pays socialistes entre la réalité et ce qui pourrait, ce qui devrait d'ores et déjà être la démocratie socialiste** ». Il ajoute que ces impasses des pays socialistes tiennent à « **la méconnaissance persistante de l'exigence démocratique dont le socialisme est universellement porteur** ». Mais, ce ne sont pas ces propos de Marchais que la postérité retiendra ; elle va retenir le « **bilan globalement positif** » de 1979 (réitéré en 1989).

Qu'est-ce que l'eurocommunisme ? C'est la revendication d'un « **socialisme pleinement démocratique** » ; l'idée que la démocratie est à la fois un moyen et une fin des processus d'émancipation (plus de démocratie s'obtient par des voies et moyens démocratiques). C'est aussi la revendication de l'autonomie stratégique, le refus de « **l'inféodation à Moscou** ».

Dire cela aujourd'hui est une banalité, mais ça ne l'était pas il y a cinquante/soixante ans. Il faut se rappeler que dans le contexte de la guerre froide, chacun était incessamment prié de choisir entre les deux camps en présence : le camp impérialiste et antidémocratique tendu vers la guerre, dirigé par les USA, et le camp démocratique, tendu vers la paix, dirigé par l'URSS. En 1956, le rapport Khrouchtchev ouvre une opportunité pour une réflexion critique, mais Thorez la refusera. Gare à l'opportunisme ! À l'époque, les communistes ont la conviction que le communisme est encore – et pour longtemps – tout à fait hors de portée ; que seul est à l'ordre du jour le socialisme ; que c'est en URSS que celui-ci est en train d'être construit ; que c'est donc là que se situe la patrie du socialisme. Chaque communiste se doit d'être un ardent défenseur de l'URSS et de ses chefs. On ne critique pas le parti de Lénine et de son continuateur, Staline. Contester, c'est passer à l'ennemi.

Il importe de bien comprendre cet arrière-plan intellectuel pour mesurer à quel point le fait de mettre la démocratie (la bourgeoise et la formelle) au centre, avec ce que cela entraînait comme prise de distance à l'égard

de l'URSS et des pays de l'Est, était audacieux et novateur ; pour mesurer aussi à quel point l'eurocommunisme est un moment de crise du mouvement communiste international (cf. note n° 23).

Dans un rapport de 1977, Jean Kanapa rappelle les inacceptables **« atteintes aux libertés »** qui se répètent en URSS, et il ajoute : **« Il est possible qu'il s'agisse d'une divergence sur la conception que nous avons, les uns et les autres, du socialisme »**. Santiago Carrillo, de son côté, émet l'idée que si l'URSS et les pays de l'Est **« sont indubitablement "non capitalistes", ils ne sont pas cependant socialistes »**, du moins au sens authentique du terme.

Les eurocommunistes recherchent une voie **« socialiste démocratique »** éloignée tant de toute gestion étatiste social-démocrate que de tout "communisme" soviétique, léniniste ou stalinien ; une **« troisième voie »**, disent les communistes italiens (mais, pas les communistes français qui, eux, en tiennent pour l'expression de **« voie française au socialisme »**).

Les critiques vont pleuvoir. Le trotskiste Ernest Mandel (cf. note n° 24) parle de **« social-démocratisation progressive »** des partis communistes. Annie Kriegel (cf. note n° 25) estime impossible l'aggiornamento d'un communisme voulant se "déstaliniser" en se nationalisant.

Le résultat le plus clair de l'eurocommunisme est l'autonomie déclarée et obtenue des partis communistes occidentaux vis-à-vis de l'URSS. Les actes correspondants ne manquent pas : **« la désapprobation de l'invasion en Tchécoslovaquie, la critique de l'absence de libertés et de démocratie politique en URSS, la dénonciation des méthodes administratives et répressives dans la résolution des problèmes politiques (hôpitaux psychiatriques, arrestations...). [...] le refus de tout parti ou État-guide, le rejet de toute une conception étatiste du socialisme (confusion Parti-État-Plan) et d'une pratique de "l'internationalisme prolétarien" identifiant intérêts révolutionnaires et praxis d'État soviétique »** (cf. note n° 26).

Une autre chose est sûre : le PCF n'a pas la pratique de sa théorie. Il met en avant l'autogestion, mais, souligne Christine Buci-Glucksmann (cf.

note n° 27), la direction reste « **unanimiste, rejetant toute critique et pratiquant un centralisme plus bureaucratique que démocratique** ».

Par ailleurs, la démocratie va être rapidement rabattue sur le parlementarisme, les alliances et l'électoratisme. Dans le contexte de l'abandon de la dictature du prolétariat, la transformation démocratique-socialiste de la société ne renvoie plus à un pouvoir de classe, mais à la construction d'une alliance électorale majoritaire.

Enfin, il faut bien dire que le parcours du Parti tout au long de ces années 1970 fait un peu penser à un "Stop and go" erratique ou à des embardées incontrôlées : eurocommuniste au XXII^e Congrès, et pro-soviétique au XXIII^e.

Au total quand même, le moment eurocommuniste aura marqué une étape de la déstalinisation du PCF, logiquement associée à la prise de distance par rapport à l'URSS et aux pays de l'Est. Une orientation stratégique nouvelle s'affirme sur la base de choix forgés dès les années 1950-1960.

Que vient faire là-dedans le renoncement à la dictature du prolétariat au cours du XXII^e Congrès ? C'est assez difficile à dire parce que ce renoncement s'est fait sans le moindre débat, par surprise, presque "par effraction" (cf. note n° 28). On s'est demandé si, sur le moment, il s'agissait de répudier un concept ou seulement de se débarrasser d'une formule trop expressive, mal comprise.

C'est l'histoire qui a répondu à cette question. D'une part, dès 1962, le Parti avait affirmé le principe d'une « **voie pacifique au socialisme** », s'inscrivant en cela dans les pas du XX^e Congrès du PCUS de 1956 (cf. note n° 29) ; et la voie pacifique n'appelle pas la dictature du prolétariat. D'autre part, après 1976, le renoncement a également frappé le marxisme-léninisme (1979) et le centralisme démocratique (1994).

Ce qu'on peut dire, avec le recul, c'est que s'est joué, dans ces années 1970, sous couvert de déstalinisation, un moment de social-démocratisation du Parti qui a rendu possible, quelques années plus tard, la séquence Hue-Bufferet-Laurent se terminant par le ralliement à la bannière de Mélenchon. Fabien Roussel y a mis fin, fort heureusement, en 2018, et nombreux sont les camarades qui, sur la base de ce tournant, ont formé beaucoup d'espoirs pour la suite ; mais, à mesure que les

années passent, l'apport de Roussel à l'histoire du Parti semble de plus en plus se limiter à ce geste remarquable. Les positions politiques du Parti restent frappées du sceau de l'électorisme et son fonctionnement est resté figé dans l'état où il se trouvait en 2018. Pas la moindre réflexion sur les fondamentaux ; la social-démocratisation poursuit son "petit bonhomme de chemin" à bas bruit.

S'il faut donc sortir de l'eurocommunisme, c'est surtout en tant que cette période a été marquée par des renoncements à des fondamentaux communistes car, pour le reste, la coopération internationale qui s'est développée à cette occasion (dont le bilan serait à faire) a offert aux PC concernés un cadre de progrès collectifs.

7 – Ne pas faire des « déjà-là communistes » un motif de division

Les déjà-là communistes, typiquement, c'est la Sécurité sociale (cf. note n° 30), le statut général de la fonction publique, les services publics ; c'est aussi la socialisation du salaire et le salaire à la qualification professionnelle ; c'est encore les SCOP et autres formes d'autogestion.

Rappelons que la plupart de ces formes sociales sont apparues, ou ont pris une ampleur qui leur conférait un sens nouveau, à la Libération et avec les ministres communistes. Cette configuration politique résultait, bien entendu, du formidable travail politique réalisé pendant la guerre sous l'égide du CNR, au sein duquel les communistes ont joué le rôle que l'on sait. Elle découlait aussi de la décision prise par les dirigeants occidentaux, dès avant la fin de la guerre (cf. note n° 31), de rompre avec le capitalisme qui avait eu cours jusqu'au début du XX^e siècle et de s'engager dans un capitalisme plus régulé, faisant une meilleure part aux salaires (cf. note n° 32).

Le concept de « déjà-là communistes » est largement mis en avant par Bernard Friot dans le cadre de ses spécialités : le salaire et la sécurité sociale. Il entend le mobiliser pour combattre une vision qu'il juge victimaire des rapports de classes entre travailleurs et capitalistes, héritée de la sociologie et des théories de la « reproduction sociale ». Il s'agit de voir la force de conquête des travailleurs organisés.

Plus généralement, la prise en compte des « déjà-là communistes » actualise la seconde définition du communisme énoncée par Marx (la première étant celle, bien connue de la société sans classe à son stade achevé) : celle du « **mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses** » (cf. note n° 33). (autrement dit le mouvement réel d'abolition du capitalisme).

Cela permet de mesurer l'importance stratégique de la défense et de l'extension des conquêtes sociales. Les mobilisations sociales, politiques et syndicales, de défense de la Sécurité sociale ou de la retraite sont déjà au premier plan des actualités politiques nationales, et les initiatives telles que celles de 1336 survivent malgré le boycott des distributeurs grâce à

la solidarité militante. Il reste à développer ces conquêtes, et à les étendre, à travers des projets politiques porteurs et enthousiasmants, tourné vers l'avenir et non vers le passé.

Il est important de préciser que la prise en compte des déjà-là communistes n'implique pas de considérer qu'il serait possible de s'épargner la révolution, ou de négliger la conquête du pouvoir. Il ne s'agit aucunement de faire la promotion d'une approche réformiste de la lutte communiste. Bernard Friot met en garde lui-même contre cette méprise en distinguant les « déjà-là communistes » (au pluriel, compris comme « des institutions alternatives aux institutions capitalistes, conquises dans le capitalisme même ») du « communisme déjà-là », puisque nous sommes encore dans le capitalisme (cf. note n° 34).

8 - Refonder l'union de la gauche

Encore un sujet pas facile... Commençons par un peu d'histoire ; juste quelques jalons.

La gauche, dit l'historien Michel Winock (cf. note n° 35), existe depuis 1789. Depuis, ajoute-t-il, elle « ***n'a cessé de se diviser, de se déchirer, de se fractionner au point que l'on peut douter de son existence au singulier*** ». Sans attendre, retenons de ce constat que la question de l'union de la gauche est toujours déjà posée ; que cette question n'est pas abstraite mais concrète ; qu'elle est intimement liée à la lutte politique réelle. Jean-Paul Legrand rappelle ce que disait Lénine à cet égard : « ***Renoncer à tout compromis, ce serait renoncer à la lutte politique sérieuse*** ».

C'est d'une opposition gauche/droite que naît la III^e République, en mai **1877**. Le président de la République Mac-Mahon s'oppose au président du conseil républicain Jules Simon. À qui doit revenir la prééminence politique ? Les électeurs vont trancher : les républicains unis sous la bannière de Léon Gambetta remportent les élections et contraignent Mac-Mahon à se soumettre et à se démettre.

1885. Le premier tour des élections législatives tourne à l'avantage des monarchistes. Branle-bas de combat à gauche pour le second tour ; mise sous pression, elle s'unit, met en avant la « discipline républicaine » et l'emporte finalement.

1902. Une large coalition composée des socialistes jaurésiens, des républicains modérés et des radicaux l'emporte. Les radicaux sont les grands vainqueurs et c'est Émile Combes qui accède à la tête du gouvernement, suivi, en 1905, de Maurice Rouvier. C'est ce Bloc des gauches qui va faire la loi de séparation de 1905.

1920. Naissance du PCF.

1924 et 1932. Victoires de l'alliance radicaux et socialistes aux législatives.

1934. La journée du 6 février conduit à un rassemblement populaire regroupant socialistes et communistes pour faire barrage au fascisme, et qui deviendra le Front populaire en 1935 après le ralliement des radicaux.

1936. Victoire du Front populaire. Immense mouvement de grèves. Grandes lois sociales.

Pas d'union de la gauche sous la IV^e République, guerre froide oblige.

1965. Communistes et socialistes s'accordent sur le nom de François Mitterrand pour la présidentielle. De Gaulle élu au second tour.

1969. Un candidat communiste (J. Duclos ; 23,3%) et un candidat "socialiste" (G. Defferre ; 5%). Pompidou élu au second tour.

1972. Programme commun.

1974. Mitterrand de nouveau candidat unique à la présidentielle. Perd de peu l'élection face à VGE.

1977. Rupture de l'union de la gauche.

1981. Mitterrand : 25,85% au 1^{er} tour de la présidentielle ; Marchais : 15,35%.

1997. Dissolution de l'Assemblée nationale par Chirac. La gauche plurielle (PS, PCF, Verts, Mouvement des citoyens et Parti radical socialiste) remporte les élections législatives et Lionel Jospin est nommé 1^{er} ministre.

2002. C'est Le Pen qui franchit le 1^{er} tour de la présidentielle, et non Jospin. Front républicain au second tour pour l'élection de Chirac.

2007. S. Royal : 25,87% au 1^{er} tour de la présidentielle ; M.-G. Buffet : 1,93%.

2012. F. Hollande : 28,6% au 1^{er} tour de la présidentielle ; J.-L. Mélenchon : 11,1%.

2017. E. Macron : 24% au 1^{er} tour de la présidentielle ; J.-L. Mélenchon : 19,6%.

2022. E. Macron : 27,85% au 1^{er} tour de la présidentielle ; J.-L. Mélenchon : 22% ; F. Roussel : 2,28%.

La gauche a donc été tout de suite divisée, et tout de suite s'est posé la question de son rassemblement. Marx en parle dans le **Manifeste**. Il croit que la généralisation de la misère et de la violence sociale dans les rangs de la classe ouvrière va la souder contre la bourgeoisie, mais ce n'est pas ce qui s'est passé ; des tendances sont apparues et ont perduré. Gramsci parle, lui aussi, du rassemblement de la classe ouvrière, sous l'éclairage de la théorie de l'hégémonie. Tirant les leçons de la division qu'il observe dans les classes ouvrières de tous les pays, il raisonne en termes de bloc social rassemblant les ouvriers de la grande industrie, les ouvriers de toutes les catégories et le plus grand nombre possible d'autres classes dominées. Il est de ceux qui ont contribué à faire de l'union de la gauche la question stratégique principale.

Il faut dire quelques mots de la démocratie bourgeoise. Dans une conférence (cf. note n° 36), Robert Charvin dit beaucoup de choses à cet égard. Tout d'abord, la démocratie bourgeoise met l'accent sur les institutions politiques ainsi que sur les droits civils et politiques en laissant très largement de côté les entreprises et les droits socio-économiques. Les propositions de Charvin, qui mettent le travail au centre, visent à corriger ce défaut. À la démocratie formelle, Charvin ajoute la démocratie sociale.

Ensuite, les règles du jeu démocratique (modes de scrutin, règles d'accès à la campagne officielle sur les médias de grand chemin, fonctionnement des médias de grand chemin dans son ensemble) favorisent les puissants.

Enfin, tout est fait pour imposer l'idée que la lutte électorale est une fin en soi ; que ses résultats sont le tout des rapports de forces possibles dans la société ; que les luttes sociales sont illégitimes.

Pour les communistes, au contraire, les luttes électorales ne sauraient être autre chose qu'un moment dans une lutte plus large, multiforme, pour la transformation sociale (cf. note n° 37).

Ils considèrent que pour être utile la gauche doit pouvoir s'appuyer sur des mouvements de masse à la conscience politique élevée (cf. note n° 38). Après la 2^e Guerre mondiale, alors que le parti est puissant, il revendique la direction politique de ces mouvements de masse, ce qui, grosso modo, est accepté. Est admis aussi le fonctionnement centralisé et vertical que le Parti imprime.

Les choses ont bien changé de ce point de vue. Les ouvriers ont aujourd'hui des statuts bien plus différenciés, allant de la pauvreté et de la précarité à la sécurité d'emploi et la relative aisance. Le nombre des employés a explosé, et ils sont globalement passés de l'aisance relative à l'exploitation assez dure. Il en résulte que la priorité du rassemblement, désormais, est de faire converger les ouvriers et les employés, devenus objectivement assez proches. Ensuite, il faut essayer de rallier les employés qualifiés et les cadres, dont le nombre va grandissant également. Tout ce beau monde a maintenant des niveaux de formation élevés.

Les acteurs ont donc changé. Les formes de lutte aussi. Elles s'organisent encore beaucoup à partir des entreprises, mais d'autres lieux sont apparus, comme les places publiques (cf. note n° 39). On s'y rassemble pour discuter et élaborer ensemble les objectifs du mouvement. C'est l'*agora*, quoi. La verticalité est nettement moins évidente ; c'est l'horizontalité qui l'emporte. Dans ces lieux, les communistes ne sauraient

être dans la posture de l'avant-garde consciente ; ils lèvent le doigt pour avoir la parole. On ne leur demande pas de donner des leçons de matérialisme historique, mais de participer à la construction de l'unité à travers la confrontation des opinions.

À ces changements relatifs aux acteurs et aux formes de la lutte, s'ajoutent des évolutions quant au contenu des luttes. La question sociale reste nettement au premier plan des revendications, mais elle cohabite maintenant avec pas mal d'autres questions : l'écologie, l'égalité des genres, les droits de la personne, le modèle agricole, l'Europe, la mondialisation.

Ces préambules étant faits, venons-en enfin à la question de l'union. L'union, qui devrait, idéalement, résulter des mouvements de masse, ne consiste, le plus souvent, qu'en une proposition d'états majors en prévision des élections. Dans le meilleur des cas, elle peut être liée à un projet clair de transformation sociale, mais la capacité de ce dernier à soulever les masses est généralement faible dans la mesure où il n'a pas été construit avec le monde du travail, et n'est pas partagé par les masses. Dans ces conditions, les médias de grand chemin ont beau jeu de le critiquer et de le décrédibiliser. Les désillusions sont donc souvent à la clé et les libéraux se frottent les mains.

Alors, que faire ? Tout cela est à discuter. Sans doute, le Parti devrait-il quand même persévérer dans l'idée de s'efforcer par son travail de terrain d'articuler les luttes électorales avec les mouvements sociaux. Mais, en fonction de ce que nous venons de dire, cela risque d'être plus difficile qu'auparavant. Le risque du repli sur des formes traditionnelles (les entreprises, les corporations) existe. On risque de passer à côté des formes de lutte moléculaires/réticulaires (cf. note n° 40). Sommes-nous capables de devenir performants dans les réseaux sociaux ? Se pose aussi la question de la puissance actuelle du Parti, de sa capacité à mettre en mouvement les masses ; se pose la question de son organisation (cellules de quartiers et d'entreprises ; disparues, à recréer) ; de la formation de ses militants (disparue, à recréer). Cela suppose enfin (peut-être aurait-il fallu que je commence par là) que le Parti accorde l'importance qui convient au travail en direction des masses.

Pour Jean-Paul Legrand, « ***les alliances ne sont pas une option tactique secondaire. Elles sont une nécessité objective de la lutte des classes, à condition qu'elles soient construites dans la clarté, la transparence et au service exclusif des intérêts du prolétariat*** ».

Nota bene

Notre travail comporte au total trois volumes :

- Le présent volume, intitulé « **Faire la clarté sur le plan idéologique** » (version longue),
- Le volume 2, intitulé « **Comprendre** »
- Et le volume 3, intitulé « **Agir** ».

Dans la perspective du 40^e Congrès, nous ne diffusons qu'une version courte du volume 1 que vous a. Une version longue, pouvant servir de base pour des formations, est disponible sur demande (daniel.amedro@gmail.com).

En attendant la publication des volumes 2 et 3, prévue après le Congrès, nous en fournissons ci-dessous des résumés, étant entendu que ces derniers ne sont pas "*opposables aux tiers*" car leur rédaction n'est pas encore entièrement finalisée.

Résumé du volume 2

Le volume « **COMPRENDRE** » propose une analyse critique et multidimensionnelle de la phase actuelle du **capitalisme mondial**, examinant ses crises économiques, ses dérives autoritaires, ses stratégies idéologiques et ses conséquences géopolitiques et écologiques.

1. Le capitalisme en crise et l'émergence des extrêmes-droites

Le capitalisme traverse une phase critique marquée par une **crise de profitabilité** installée depuis les années 1960-1970. Cette crise est exacerbée par le coût colossal de la numérisation des forces productives, comme l'intelligence artificielle. Un point central de l'analyse est la **baisse du taux de profit** : le capital constant (moyens de production) croît plus

vite que le capital variable (main-d'œuvre), or seule la main-d'œuvre génère la plus-value.

Cette fragilité économique pousse les tenants du capital vers l'**extrême-droitisation**, illustrée par le phénomène Trump aux États-Unis. Le slogan « *American First* » et le rejet de la mondialisation néolibérale traditionnelle visent à protéger la production américaine tout en maintenant une mainmise sur les richesses mondiales. Le capitalisme actuel est décrit par certains comme « **autophage** », se dévorant lui-même pour satisfaire sa soif de profit, bien qu'il ait historiquement prouvé sa capacité d'adaptation.

2. Le mécanisme de la dette publique : un outil de redistribution inversée

L'analyse de la dette publique déconstruit l'idée qu'elle serait un fardeau pour les générations futures. Au contraire, c'est un **instrument de transfert de revenus des pauvres vers les riches**.

- **Illégitimité de la dette** : La dette est jugée illégitime car l'État choisit de s'endetter auprès d'acteurs privés (entreprises et ménages fortunés) plutôt que d'utiliser leur capacité contributive par l'impôt.
- **Insolvabilité organisée** : Le déficit ne résulte pas d'une hausse des dépenses (stables depuis 40 ans), mais d'une baisse délibérée des recettes via des **cadeaux fiscaux** massifs (CICE, baisse de l'ISF, etc.).
- **Utilité de l'investissement public** : Si l'argent est utilisé pour les services publics (santé, éducation), la dette devient un investissement créateur de richesse future.

3. La guerre sociale, idéologique et la dérive autoritaire

La « guerre sociale » s'est intensifiée depuis les années 1970 avec Thatcher et Reagan, visant à restaurer la rentabilité par la délocalisation et la pression sur les salaires. En France, cette politique se traduit par une **continuité entre Sarkozy, Hollande et Macron**, ce dernier étant décrit comme le représentant de la « *droite du CAC40* ».

Cette offensive sociale nécessite, bien sûr, une « **fabrication du consentement** ». À cet effet, le grand capital financier possède la quasi-totalité des moyens de diffusion des idées (médias, édition), utilisant des « chiens de garde » pour formater les esprits 24h/24. Cependant, l'épisode du **confinement** a agi comme un révélateur : en stoppant la ronde

infernale « métro-boulot-dodo », il a permis une prise de conscience des conditions réelles d'exploitation et d'endoctrinement.

Parallèlement, le système glisse vers l'**autoritarisme**. À cet égard, le macronisme est un exemple de mépris des institutions démocratiques (usage du 49.3, passage en force sur les retraites malgré l'opposition populaire). Historiquement, le libéralisme a toujours cherché à maintenir les apparences de la démocratie tout en empêchant l'intervention réelle du peuple.

4. La guerre « tout court » et la propagande

La guerre est inhérente au capitalisme (« **le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage** »). Aujourd'hui, l'Europe, dont l'économie est en berne, semble envisager la **relance par la guerre** comme unique issue. Pour faire accepter ces conflits, une machine à fabriquer le consentement impose dix « *commandements* » de propagande (diabolisation de l'ennemi, cause noble, occultation des pertes, etc.). L'effort de guerre sera aussi une occasion de briser le modèle social français sous prétexte de nécessité militaire.

Sur le plan géopolitique, l'Occident perd sa maîtrise du commerce mondial face aux **BRICS** et à la Chine. La Chine a su utiliser son adhésion à l'OMC non pas pour devenir capitaliste, mais pour s'élever technologiquement tout en restant communiste. Son modèle « gagnant-gagnant » et des initiatives comme « **la Ceinture et la Route** » inquiètent un Occident nerveux et de plus en plus protectionniste.

5. Réflexions sur le Proche-Orient

Les médias de grands chemins cherchent à intégrer l'**antisémitisme** dans la définition de l'antisémitisme pour faire taire toute critique de la politique israélienne à Gaza, oubliant ainsi ce qu'une grande figure comme Albert Einstein disait en 1938, à savoir qu'un nationalisme étroit ne peut que nuire au judaïsme. L'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995 est vu comme le point de bascule ayant permis la mainmise des extrémistes religieux et de Netanyahu sur Israël.

6. L'écologie politique et le « Capitalocène »

Nous rejetons le terme d'anthropocène au profit de celui de « **Capitalocène** », soulignant que le capitalisme est structurellement incompatible avec le respect de la nature. Le système traite la nature comme un robinet de ressources et une poubelle pour ses déchets. Marx soulignait déjà que la production capitaliste épuise simultanément « **la terre et le travailleur** ». Par conséquent, une écologie crédible doit être **anticapitaliste** ; le « *capitalisme vert* » est une imposture.

7. Prendre le parti du travail : une approche anthropologique

Enfin, nous insistons sur la **centralité du travail**. Contrairement à l'activité instinctive de l'animal, le travail humain se distingue par la **pensée conceptuelle** : l'architecte construit la cellule dans sa tête avant de la réaliser dans la matière. Le travail est une réalité anthropologique universelle qui fait l'être humain et structure les rapports sociaux.

Conclusion

L'intérêt national ne réside pas dans l'enrichissement des industries d'armement, mais dans la **réindustrialisation, la défense de la sécurité sociale et la paix**. Le Parti doit se positionner comme une voix indépendante, capable de revenir à la vie concrète des gens pour provoquer une prise de conscience politique face aux monstres du « *vieux monde* » qui refuse de mourir.

Résumé du volume 3

Le volume « **AGIR** », constitue une feuille de route politique et militante détaillée, s'appuyant sur le programme du Nouveau Front Populaire (NFP) et le « *Pacte national pour l'avenir de la France* » du PCF. Il passe en revue une série de dossiers/chantiers impliqués dans une refonte profonde de la société française. Cela va de la réforme des institutions à la réhabilitation de la valeur travail, en passant par les luttes féministes et la défense des services publics.

1. Refonder la démocratie : vers la VIe République

Nous prôtons un passage radical de la Ve à la **VIe République**. La Ve République est critiquée comme étant un régime né d'un coup de force, devenu une « *non-démocratie* » autoritaire particulièrement adaptée au système capitaliste pour liquider l'État social. Pour Robert Charvin, la VIe République ne doit pas être un simple toilettage, mais un outil de lutte contre la domination économique.

Les propositions phares incluent :

- **La souveraineté populaire** : Suppression ou réduction drastique de la fonction présidentielle, introduction de la proportionnelle, référendum d'initiative populaire et droit de révocation des élus.
- **La séparation de l'Argent et de l'État** : Inscrire l'appropriation collective des moyens de production dans la Constitution et mettre fin à l'oligarchie qui décide de tout,
- **La laïcité** : une application stricte de la loi de 1905 est réclamée.

2. Une politique féministe et de protection de l'enfance

Le document dénonce le **patriarcat** comme un système de domination séculaire. En France, cela se traduit par des inégalités salariales persistantes (22,2 % d'écart de revenus) et des pensions de retraite 40 % inférieures pour les femmes, La lutte contre les **violences sexistes et sexuelles (VSS)** est érigée en priorité, le texte soulignant que le milieu politique, y compris le PCF, n'est pas épargné,. Le Parti s'engage à faire vivre son dispositif « *Stop violence* » et à promouvoir l'inéligibilité des personnes condamnées,

Concernant l'enfance, le constat est jugé « accablant », notamment au sein de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), victime de coupes budgétaires libérales, Nous en appelons à une politique révolutionnaire remplaçant le rapport de domination adulte/enfant par un rapport de **responsabilité collective**,.

3. Défendre et transformer la protection sociale

Nous rappelons que la Sécurité sociale, héritage d'Ambroise Croizat, est une institution révolutionnaire basée sur le **salaire socialisé** (cotisations) et non sur l'impôt. La bourgeoisie cherche à la démanteler pour ouvrir ce marché lucratif aux assurances privées. Le PCF propose de rétablir une gestion démocratique et de supprimer les exonérations de cotisations patronales.

Une proposition majeure est la **Sécurité d'Emploi ou de Formation (SEF)**. Ce système vise à supprimer le chômage en garantissant à chacun une rotation entre emploi et formation avec un maintien du revenu, financé par une mutualisation entre entreprises, Cela marquerait le début d'un dépassement du marché du travail capitaliste.

4. Logement, services publics et industrie

Le logement est décrit comme un secteur où le mépris de la valeur d'usage au profit de la spéculation est total. Face à 14 millions de personnes en difficulté, le PCF propose un **service public national du logement** avec la construction de 200 000 logements sociaux par an et un plan massif de rénovation énergétique,

Les services publics sont présentés comme le pilier de la République et un outil essentiel contre les inégalités, Nous proposons de les financer via un fonds européen alimenté par la BCE, échappant ainsi aux marchés financiers. Parallèlement, nous réclamons une **réindustrialisation** basée sur les besoins réels, proposant une méthode d'action locale pour les militants (recensement des entreprises, création de journaux départementaux, visites d'usines).

5. La bataille idéologique : médias et formation

Le système « politico-médiatique » actuel, détenu par une poignée de milliardaires comme Bolloré, façonne les esprits pour favoriser l'extrême droite et la pensée unique. Le PCF propose une remise à plat de la propriété des médias, s'inspirant de l'ordonnance de 1944, et la création d'un fonds public de soutien à la presse alimenté par une taxe sur la publicité.

Pour contrer cette influence « moléculaire » de l'idéologie dominante, la **formation des communistes** doit devenir une priorité absolue. Nous suggérons de décentraliser la formation au niveau départemental avec des équipes de formateurs dédiées et la mise à disposition d'outils argumentaires concrets,.

6. Innover : militer avec l'Intelligence Artificielle

Nous avons intégré dans ce volume 3 une réflexion *point trop technique* sur l'**Intelligence Artificielle (IA)**. Bien que souvent perçue comme un outil du capitalisme néolibéral, l'IA doit être considérée comme une technologie incontournable que la gauche radicale doit maîtriser pour gagner en efficacité. Nous détaillons des usages militants pratiques :

- Rédaction de tracts et de scripts vidéo,
- Structuration de tutoriels pour les militants,
- Utilisation de techniques de « *prompt engineering* » (RTF, CTF) pour guider l'IA vers des analyses marxistes ou sociales. Toutefois, une vigilance stricte est recommandée face à ce qu'il est convenu d'appeler les « *hallucinations* » de l'IA et à la nécessité de vérifier systématiquement les sources,

7. Conclusion : le projet de société socialiste

En conclusion, -et prolongeant la conclusion du volume 2, -nous affirmons que le fil conducteur qui relie les différentes propositions est de « **prendre le parti du travail** ». Cela implique de lier l'avenir au développement des forces productives et à la planification économique, notamment à travers le « **Plan Climat** » du PCF qui prône une modernisation écologique non punitive par la nationalisation des filières stratégiques,

Ce projet converge vers la nécessité d'une **démocratie socialiste dans l'entreprise**, où les travailleurs auraient enfin le pouvoir sur les centres de décision (banques, gestion, production). Nous reprenons à notre compte le propos de Fabien Roussel selon lequel l'objectif final est la construction d'une conscience de classe permettant au peuple de reprendre en main son destin et d'expulser la bourgeoisie de son rôle dirigeant.

Notes

1 – Abandon de la dictature du prolétariat en 1976, du marxisme-léninisme en 1979 et du centralisme démocratique en 1994. Le concept de lutte des classes n'a, lui, pas été abandonné formellement, mais il a été progressivement marginalisé dans le discours et la stratégie du Parti à partir de la fin des années 1970, puis plus nettement dans les années 1990. À partir de la fin des années 1970 et surtout des années 1980-1990, plusieurs travaux soulignent que le PCF abandonne progressivement les catégories de « classe ouvrière », « prolétariat », « exploitation » ou « lutte des classes » au profit d'un vocabulaire de « cohésion sociale », « vivre ensemble », « citoyenneté », « pauvres » ou « exclus ». Dans les années 1990, Robert Hue parle de parti « citoyen », pluraliste, tourné vers la participation gouvernementale.

2 – Cf. Patrick Theuret, **L'esprit de la révolution, Aufhebung, Marx, Hegel et l'abolition**, Le Temps des Cerises, 2016.

3 – La théorie du dépassement va s'accompagner de l'anti-étatisme, de l'hostilité au socialisme réel, de la critique des partis politiques, et même de la condamnation de la forme-parti.

4 – Cf. paragraphe suivant.

5 – Typiquement : l'Union Sacrée en 1914.

6 – Cf. Bruno Guigue, **Communisme**, Éditions Delga, 2022. Je propose ici un résumé des pages du livre consacrées au thème réforme/révolution.

7 – Cf. Georges Labica (dir.), **Dictionnaire critique du marxisme**, PUF, 1982.

8 – Joseph Arnold Weydemeyer (1818-1866) : officier prussien puis américain ainsi que journaliste, homme politique et révolutionnaire marxiste (source : Wikipédia).

9 – **Critique du programme de Gotha.**

10 – **La guerre civile en France.**

11 – Gérard Duménil, Michael Löwy et Emmanuel Renault, **Les 100 mots du marxisme**, PUF/Que sais-je ?, 2012.

12 – Par exemple : Boukharine, **L'économie de la période de transition**, 1920.

13 – Luxemburg.

14 – Mandel.

15 – Lénine.

16 – Marx.

17 – Georges Labica (dir.), PUF, 1982.

18 – Le **Manifeste de Champigny** définit une stratégie fondée sur la conquête pacifique du pouvoir, dans le cadre d'alliances pérennes avec d'autres formations de gauche, pour la mise en place d'une « **démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme** ».

19 – Dans son interview au *Times* de 1946, Thorez parle déjà de « **voie française** » au socialisme.

20 – G. Marchais dit devant le Comité central : **« Le mouvement populaire a été nécessaire pour arriver à l'accord dont nous discutons aujourd'hui ; eh bien la victoire ne sera remportée qu'à condition que ce mouvement populaire s'amplifie encore considérablement. Dès maintenant, il va falloir faire face à une violente offensive de la réaction. Et en cas de succès aux élections, c'est encore une nouvelle ampleur que le mouvement populaire devra atteindre pour permettre à un gouvernement démocratique de réaliser le programme commun. [...] Les forces réactionnaires [s'opposeront] avec acharnement à son application. Seul un mouvement de masse extrêmement puissant et en vigilance permanente sera susceptible de les mettre en échec ».**

21 – Cet abandon ne repose sur aucune réflexion théorique sur le sens qu'avait, dans la théorie de Marx, et plus encore dans la théorisation de Lénine, la **« dictature du prolétariat »**. Rien pour dire si c'est sur le fond ou seulement dans le vocabulaire qu'a lieu cet abandon. Louis Althusser estime à l'époque que le texte d'orientation adopté par le XXII^e Congrès unanime ne nécessitait pas cet abandon, et reposait même sur une stratégie entièrement traversée par le concept silencieux de dictature du prolétariat, dès lors que l'on évite de confondre **« dictature »** avec **« tyrannie »** ou **« despotisme »**, et **« prolétariat »** avec le seul noyau dur de la classe ouvrière industrielle.

22 – On y trouve ce genre de développement : **« L'idée démocratique et son implication centrale, l'intervention des travailleurs, sont et resteront l'enjeu d'une lutte de classes acharnée à travers laquelle il faudra les défendre, les étendre, faire reconnaître les potentialités qu'elles recèlent. À mesure que seront réduites les contraintes monopolistiques et la pression des idéologies rétrogrades, que prendront effet les dispositions améliorant les conditions de travail et de transport, aménageant le temps libre, élevant le niveau de formation et de culture, ces potentialités autoriseront dans l'ordre du développement social, national et humain, soyons-en sûrs, des performances inconnues jusqu'ici [...] »**

Ce ne sera pas un processus automatique ni linéaire, un engrenage fatal. Il y faudra une lutte persévérante, étendue, où les masses se convaincront qu'elles peuvent réellement changer les choses, et trouveront les moyens de le faire. Cela transformera progressivement et très profondément leur relation à l'État. Des formes d'auto-organisation sociale partielles sont concevables d'emblée ou à court terme. Elles s'inscriront dans un mouvement dont la perspective est selon nous de conduire à l'autogestion nationale d'ensemble. Cela signifie que dans le développement du socialisme l'État tendra à perdre son caractère de moyen d'une domination de classe pour devenir une forme supérieure de maîtrise collective de toute la vie sociale [...]

C'est ce qui, compte tenu des conditions d'aujourd'hui et de leur évolution prévisible, préfigurera ce que les classiques du marxisme ont appelé dépérissement de l'État. [...] Pour éloigné qu'en soit le moment, c'est bien le processus devant y conduire un jour qui commence avec la défaite du monopolisme, les premières transformations profondes de l'État et de la société dans un sens démocratique, l'apprentissage du gouvernement par les travailleurs ».

23 – Après le moment eurocommuniste, les PC occidentaux déclinent les invitations des soviétiques à des sommets mondiaux du mouvement communiste.

24 – **Critique de l'eurocommunisme**, Maspéro, 1978.

25 – **Un autre communisme ?**, Hachette, 1977.

26 – Article **“Eurocommunisme”** in G. Labica (dir.), **Dictionnaire critique du marxisme**, PUF, 1982.

27 – *Ibidem*.

28 – « **Un coup de force du Secrétaire général** », diront certains.

29 – Le PCUS considérait la voie pacifique praticable en raison du rapport des forces mondial. Avant 1956-1962, il convient de ne pas négliger l'interview que Thorez accorde au *Times* en 1946, dans laquelle il envisage une « **voie française** » au socialisme.

30 (source : IA Perplexity Pro) – Les modèles nationaux de sécurité sociale sont généralement classés en quelques grands types, qui se combinent parfois entre eux dans les systèmes concrets.

Grands modèles d'État-providence

Plusieurs travaux (notamment Esping-Andersen) distinguent trois régimes principaux d'État-providence : libéral, conservateur-corporatiste et social-démocrate, auxquels s'ajoutent souvent des variantes « *sud-européenne* » et « *post-socialiste* ». Ces régimes se différencient par le niveau de protection, les modalités de financement (impôt vs cotisations) et la place relative de l'État, du marché et de la famille.

Typologie d'Esping-Andersen

- Modèle libéral : prestations modestes, souvent sous conditions de ressources, rôle important du marché (États-Unis, Canada, Australie).
- Modèle conservateur-corporatiste : droits liés au statut professionnel et aux cotisations, rôle clé des assurances sociales (Allemagne, France historique, Autriche).
- Modèle social-démocrate (universaliste) : haut niveau de protection pour tous les résidents, financé surtout par l'impôt (pays nordiques).

Des auteurs ajoutent un modèle « *sud-européen* » (Italie, Espagne, Grèce, Portugal) et des régimes « *post-communistes* » en Europe centrale et orientale, aux structures plus mixtes.

Modèles Bismarckien et Beveridgien

Une autre distinction classique oppose modèles bismarckien et beveridgien, centrée sur la façon dont la sécurité sociale est organisée.

- Modèle bismarckien : protection liée au travail, assurée par des assurances sociales obligatoires financées par des cotisations, couvrant surtout les salariés (Allemagne d'origine, puis France, Belgique, etc.).
- Modèle beveridgien : logique assistancielle/universaliste, droits fondés sur la résidence/nationalité, financés par l'impôt, avec une administration unifiée (Royaume-Uni, pays nordiques).

Beaucoup de pays, comme la France, combinent aujourd'hui des éléments bismarckiens (assurances contributives) et beveridgiens (minima sociaux, couverture universelle).

Tableau des principaux modèles

Modèle / régime	Logique de droits principale	Financement dominant	Exemples de pays
Bismarckien	Cotisation liée à l'emploi et au statut professionnel	Cotisations sociales	Allemagne, France, Belgique
Beveridgien	Universalité liée à résidence/nationalité	Impôt	Royaume-Uni, inspiration nordique
Libéral	Filet minimal, ciblé sur les pauvres, marché central	Impôt + dispositifs privés	États-Unis, Canada, Australie
Conservateur-corporatiste	Assurances professionnelles, rôle de la famille	Cotisations + transferts	Allemagne, France (partiellement)

Modèle / régime	Logique de droits principale	Financement dominant	Exemples de pays
Social-démocrate (universaliste)	Droits élevés pour tous, forte « démarchandisation »	Impôt élevé, services publics	Suède, Danemark, Norvège, Finlande
Sud-européen	Couverture fragmentée, forte place de la famille	Mélange cotisations/impôts	Espagne, Italie, Grèce, Portugal
Post-socialiste / post-communiste	Héritage étatiste, réformes vers des modèles mixtes	Mix impôts/cotisations	Pologne, Hongrie, Tchéquie, etc.

Points communs et évolutions

Tous ces modèles ont pour fonctions de protéger contre les grands risques sociaux (maladie, chômage, vieillesse, famille, pauvreté), mais ils le font selon des logiques différentes de solidarité et de rapport au marché du travail. Depuis les années 1980-1990, les réformes (austérité, activation des politiques d'emploi, individualisation des droits) tendent à hybrider encore davantage ces régimes nationaux.

<O>

Comparer les caractéristiques des modèles libéral, conservateur et social-démocrate (17 sources passées en revue)

Les trois modèles se distinguent surtout par le niveau de protection offert, la condition d'accès aux droits (citoyenneté vs emploi vs pauvreté) et la place du marché du travail.

Logique générale et objectifs

- Le modèle libéral vise un filet de sécurité minimal, ciblé sur les plus pauvres, et laisse un grand rôle au marché et aux assurances privées.
- Le modèle conservateur-corporatiste cherche à maintenir le niveau de vie des travailleurs en liant étroitement droits sociaux et carrière professionnelle.
- Le modèle social-démocrate poursuit l'égalité entre citoyens par des droits sociaux élevés et largement indépendants de la position sur le marché du travail.

Financement, droits et démarchandisation

- Libéral : protection de faible niveau, ciblée sur les pauvres, financée surtout par l'impôt, démarchandisation faible (forte dépendance au marché pour se protéger).
- Conservateur : protection liée aux cotisations sociales et au statut d'emploi, d'inspiration bismarckienne, démarchandisation moyenne.
- Social-démocrate : protection élevée et universelle, financée surtout par l'impôt, forte démarchandisation car on peut vivre décemment sans emploi stable.

Rôle de la famille, du marché et de l'État

- Libéral : le marché et la responsabilité individuelle sont centraux, la famille joue un rôle important, l'État intervient de manière résiduelle.
- Conservateur : la famille reste un pilier (modèle familialiste), le marché est encadré mais décisif pour ouvrir des droits via l'emploi salarié.
- Social-démocrate : l'État assume un rôle direct avec de nombreux services publics, ce qui réduit la dépendance vis-à-vis de la famille comme du marché.

Pays typiques

- Libéral : surtout pays anglo-saxons (États-Unis, Canada, Australie, Royaume-Uni).
- Conservateur : Europe continentale (Allemagne, France, Autriche, Belgique), souvent sur base bismarckienne.

- Social-démocrate : pays nordiques (Suède, Danemark, Norvège, Finlande), avec un État-providence universaliste.

Tableau comparatif des trois modèles

Dimension	Modèle libéral	Modèle conservateur-corporatiste	Modèle social-démocrate
Logique d'accès	Assistance ciblée sur les plus pauvres	Assurance liée au travail et au statut professionnel	Droits universels pour tous les citoyens
Niveau de protection	Faible à moyen	Moyen, lié au revenu antérieur	Élevé pour l'ensemble de la population
Financement dominant	Impôt + dispositifs privés	Cotisations sociales (logique bismarckienne)	Impôt, budgets publics importants
Démarchandisation	Faible	Moyenne	Forte
Rôle de la famille	Important	Très important (modèle familialiste)	Plus limité, services publics développés
Rôle du marché	Central pour l'assurance et le revenu	Important via l'emploi salarié	Plus encadré, place forte des services publics
Exemples de pays	États-Unis, Canada, Australie	Allemagne, France, Autriche, Belgique	Suède, Danemark, Norvège, Finlande

<O>

Comment ces modèles influent sur les inégalités sociales (20 sources passées en revue)

Les trois modèles n'ont pas le même effet sur les inégalités : le social-démocrate les réduit fortement, le conservateur les corrige partiellement tout en reproduisant des hiérarchies, et le libéral laisse persister un niveau élevé d'inégalités, malgré la lutte contre la pauvreté la plus extrême.

Modèle libéral et inégalités

Dans les régimes libéraux, les prestations sont faibles, ciblées sur les plus pauvres et souvent stigmatisantes, ce qui limite la redistribution globale. Les inégalités de revenu après impôts et transferts restent donc élevées et l'on observe un dualisme marqué entre insiders du marché du travail et exclus (USA, par exemple).

Modèle conservateur-corporatiste

Les régimes conservateurs lient fortement les droits au statut d'emploi et au salaire antérieur, ce qui protège relativement bien les travailleurs stables mais moins les précaires, les femmes ou les chômeurs de longue durée. Ces systèmes réduisent les inégalités « de marché », mais reproduisent des différences de statut et de genre, si bien que la réduction globale des inégalités reste intermédiaire entre modèle libéral et social-démocrate.

Modèle social-démocrate

Les régimes sociaux-démocrates offrent des prestations universelles, élevées et largement indépendantes de la carrière professionnelle, ce qui produit une forte redistribution des revenus. Les études comparatives montrent que ces États-providence affichent les taux de pauvreté et d'inégalités les plus bas, notamment grâce à des services publics denses (éducation, santé, garde d'enfants) qui réduisent aussi les inégalités non monétaires.

Tableau : effets sur les inégalités

Modèle	Niveau d'inégalités après redistribution	Mécanisme principal sur les inégalités	Effets typiques observés
Libéral	Élevé	Ciblage des plus pauvres, peu de transferts vers les classes moyennes	Forte pauvreté relative, dualisme marché/exclus
Conservateur-corporatiste	Intermédiaire	Assurance liée au statut, protection forte des insiders	Inégalités réduites mais hiérarchies de statut et de genre maintenues
Social-démocrate	Faible	Universalité, hauts niveaux de prestations et de services publics	Faible pauvreté, faibles écarts de revenus et d'accès aux services

31 – Pour une excellente description des débats entre occidentaux pendant la 2^e Guerre mondiale, cf. Alain Supiot, **L'esprit de Philadelphie**, Points/essais, 2021.

32 – La littérature économique a retenu à ce propos l'expression de « compromis fordiste », ce qui était une manière de masquer le fait qu'il s'agissait en réalité, de la part des Occidentaux, d'un recul stratégique face au système socialiste étendu issu de la 2^e Guerre mondiale, et dont nul ne savait s'il allait répliquer dans les années d'après-guerre les performances économiques spectaculaires de l'URSS d'avant-guerre.

33 – Marx et Engels, **L'Idéologie allemande**.

34 – Entretien avec Macko Dragan : <https://blogs.mediapart.fr/mouais-le-journal-dubitatif/blog/260324/des-ilots-de-deja-la-communistes-entretien-avec-bernard-friot>

35 – *L'Histoire*, mai 2022.

36 – Disponible sur le site des Amis de la liberté

37 – Je renvoie pour ce qui suit à Charvin et Jean-Paul Legrand.

38 – Se trouve posée ici la question des relations avec les syndicats, qu'il est important de maintenir au meilleur niveau possible.

39 – « **Mouvement des places** » en Espagne et en Grèce ; « **Nuit debout** » en France.

40 – J'entends par là les luttes qui s'organisent à côté des organisations, à travers les réseaux sociaux.